

• mars 1997 • n° 411 •

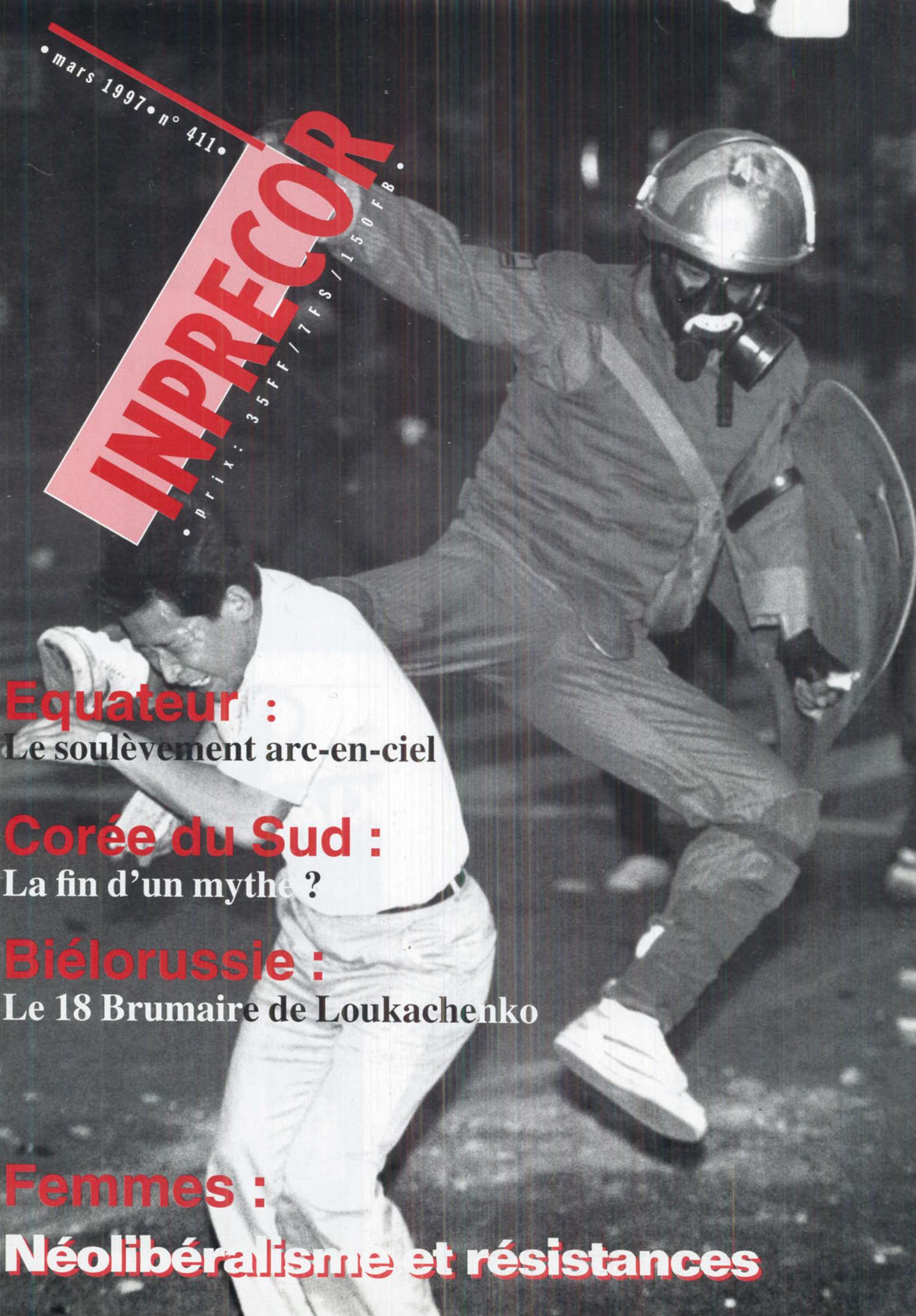
IMPRECOR
P R I X : 3 5 F F / 7 S / 1 5 0 F B .

Equateur :
Le soulèvement arc-en-ciel

Corée du Sud :
La fin d'un mythe ?

Biélorussie :
Le 18 Brumaire de Loukachenko

Femmes :
Néolibéralisme et résistances



SOMMAIRE

EQUATEUR 3
Le soulèvement arc-en-ciel
Fernando Lopez

AMERIQUE LATINE 7
Les prisonniers
Eduardo Galeano

SENEGAL 10
Victoire électorale
Entretien avec Amadou Guiro

Dossier: Femmes néolibéralisme et résistances

Introduction 13
Penny Duggan et Nancy Herzig

Canada
La marche des femmes contre la pauvreté 14
Adam Novak

Afrique du Sud
Pourquoi un mouvement de femmes 17
Roseline Nyman

France
La pensée unique sexiste 20
Myosotis Walner

Rwanda
Toutes ensemble pour la paix 22
Sabra Martin

France
Assises nationales 23
Nadine Gèze

BIELORUSSIE 24
Le 18 Brumaire d'Alexandre Loukachenko
Vladimir Chimanoitch

COREE DU SUD 28
A la recherche d'un nouveau miracle
Terry Lawless

RWANDA ZAIRE 31
Halte à l'intervention impérialiste !
CEI de la Quatrième Internationale

ZAIRE 32
La fin du mobutisme ?
Alain Mathieu

NOUVELLES DU MONDE 35
Dettes, Marché contre le chômage, Suède, Les nôtres





en Equateur ; et ceux de l'intérieur, en particulier les industriels, ont été tentés de passer un pacte avec Bucaram, avec la promesse qu'on discuterait de la convertibilité et de la baisse des tarifs électriques. Les sociétés de transport de marchandises avaient des revendications spécifiques, portant sur le prix des carburants et l'opposition à l'ouverture de la frontière nord aux puissantes entreprises colombiennes, revendications que le gouvernement a acceptées le 5, pour essayer de contenir la mobilisation populaire.

LE CAMP POPULAIRE A CONNU ÉGALEMENT divergences et divisions. La Coordination politique des femmes a manifesté sans retenue ses sympathies pour la vice-présidente Rosalía Arteaga et fait pression en conséquence sur le Front patriotique ; le Front unitaire des travailleurs s'est engagé dans d'obscures manœuvres, au point qu'il aurait négocié avec Bucaram entre le 4 et le 5 février, avant de soutenir Rosalía Arteaga dès sa proclamation comme présidente de la République le matin du 7, une manœuvre menée par le Parti socialiste Frente amplio. C'est finalement Bucaram qui a mis tout le monde d'accord.

Depuis plusieurs mois déjà les forces populaires, les travailleurs, les étudiants, les femmes, les mouvements sociaux, Pachakutik Nuevo País, après un temps d'hésitation, avaient engagé la résistance. En décembre ont couru des rumeurs de mécontentement des militaires à l'égard de Bucaram, et d'un possible coup d'État. En décembre et janvier, l'opposition bourgeoise s'était durcie, et Jaime Nebot avait engagé des poursuites pénales pour injures contre Abdalá Bucaram.

L'appel lancé par le Front patriotique a canalisé la mobilisation des masses : tous et toutes se sont préparés « pour le 5 » et les divergences les plus aiguës se sont momentanément effacées. Ce mouvement de millions de personnes de toutes classes, de tous âges, idéologies, cultures et couches sociales, s'est finalement unifié sur l'objectif de chasser Bucaram et sa clique de contrebandiers néolibéraux.

Dès les premiers jours de décembre, lycéens et étudiants ont occupé les rues de Quito et de différentes villes du pays. Les femmes, les journalistes se sont également mobilisés en janvier. A Cuenca, la lutte a commencé à prendre un caractère massif à partir de la mi-janvier avec les deux gigantesques manifestations dirigées par les autorités locales, les universi-

tés publiques et privées, les travailleurs et les citoyens.

Le 28 janvier, la Coordination des mouvements sociaux a donné le signal de l'offensive finale en occupant pacifiquement la cathédrale de Quito, avec un objectif clair et radical : dehors Bucaram ! C'est alors la composante populaire qui s'est trouvée à la direction de la lutte. Ce même 28 janvier a vu les étudiants de l'École polytechnique nationale de Quito descendre dans les rues, prenant le relais des mobilisations étudiantes antérieures et offrant leur protection à ceux qui occupaient la cathédrale.

Le dimanche 2 février, Quito commençait à souffrir d'une pénurie de carburant et d'articles de première nécessité. Le 3, les camionneurs lançaient une grève nationale illimitée et tout le monde attendait beaucoup de la journée du 5. Lundi et mardi ont connu un calme relatif mais tendu, les réunions de préparation se sont multipliées dans les quartiers. Le mardi 4, Indiens et paysans ont commencé à bloquer les routes. La vague enflait. Ce même mardi, des dizaines de militants de la Coordination politique des femmes ont occupé pacifiquement et par surprise l'hôtel Crow Plaza de Quito, résidence d'Abdalá Bucaram et de membres éminents du gouvernement. Simultanément, le Front patriotique décidait de prolonger de 24 heures la grève nationale. Le 4 au soir, Bucaram s'est adressé à la nation pour souhaiter « plein succès à la journée de protestation civique », qu'il a dit soutenir, et pour appeler au dialogue national.

Les militaires avaient exigé de Bucaram qu'il face front, en renonçant à sa pratique de gouvernement itinérant et qu'il siège pour la durée de la crise au Palais du gouvernement à Quito. Mal lui en prit : il s'est retrouvé prisonnier du mouvement de masse pendant les journées décisives des 5, 6 et 7 février. Dès la matinée du 5, un fleuve humain s'est déversé dans les rues et les places de tout le pays. Les capitales provinciales et de nombreuses villes de moindre importance ont connu de puissantes mobilisations. Un sondage qui ignorait les Indiens et les paysans a estimé à 2 300 000 personnes le nombre des manifestants. Une enquête ultérieure estimait à 64 % la part de la population qui avait participé à la mobilisation.

LA VILLE DE QUITO S'EST TROUVÉE totalement paralysée. Des quartiers sud, plébéiens et prolétaires, un torrent humain s'est déversé vers le centre, avec pour objectifs le palais du gouvernement et le parlement. Mais également des quartiers nord, secteur commercial, résidentiel et financier, les masses ont conflué, parcourant l'avenue Diez de Agosto, la « rue politique de Quito », comme l'appelle le camarade Alejandro Moreano, et le parc de Carolina où le maire Mahuad avait appelé à un grand rassemblement. On estime à 200 000 les personnes présentes et à près d'un million celles qui sont descendues dans les rues de la ville ce jour-là.

C'est à Cuenca que la mobilisation a exprimé le plus clairement son objectif : « Bucaram ne valait rien, Rosalía, c'est pas mieux ». Si le 4 certains attendaient encore des rectifications, le 5 tout le monde réclamait la démission du gouvernement. Et la pluie persistante n'a pas dissuadé les masses qui faisaient le siège du palais du gouvernement. Les manœuvres de Rosalía Arteaga, sa dénonciation d'un coup d'État que préparerait le président du parlement, Fabián Alarcón, n'ont fait que lier son sort à celui de Bucaram dans une tentative désespérée de diviser le mouvement de masse et de s'attribuer la présidence de la République.

★ EQUATEUR

Le 5, Bucaram a joué son va-tout : il a annoncé la baisse des prix, limogé sans état d'âme les ministres les plus détestés, abrogé des mesures impopulaires, et tenté de mobiliser à son avantage le secrétaire général de l'OEA, César Gaviria, pour « sauver la démocratie ». Loin de se calmer, le mouvement s'est radicalisé devant la faiblesse manifeste du pouvoir. Le 5 au soir, à la radio et à la télévision, Bucaram a « salué la grande journée civique du peuple équatorien, qui a manifesté de façon ordonnée et pacifique ses justes revendications » et il s'est engagé à rectifier sa politique dans le cadre d'un grand dialogue national. Dans le même temps, il a fustigé les « tentatives de coup d'État ». Moins de 24 heures devaient suffire pour renverser le gouvernement, abroger les mesures économiques, changer le discours du président qui jusqu'au 3 février n'avait cessé de dénoncer « une conspiration de l'oligarchie, d'ex-présidents et de candidats battus aux dernières élections ».

DANS LA NUIT DU 6 FÉVRIER, le parlement destituait Bucaram par 44 voix sur les 81 que compte l'assemblée, à la plus grande joie du peuple. Simultanément Rosalía Arteaga s'auto-proclamait présidente de la République à quelques pas des bureaux de Bucaram. Une marée humaine s'est déversée dans les rues autour du palais du gouvernement, prête à s'emparer de la Grand place de Quito. Dans la nuit, les cordons de police et de l'armée ont cédé devant la foule qui s'est emparée de la place de l'Indépendance, dont elle s'est retirée vers trois heures du matin. C'est alors que l'armée a émis un communiqué, affirmant que la crise devait être résolue par les hommes politiques et le dialogue.

Le 7 février, l'Equateur s'est réveillé avec trois présidents. Arteaga cherchait le soutien de l'armée et celui de l'ambassade des États-Unis. Bucaram espérait encore un soutien des masses qu'il n'a jamais reçu, et un soutien improbable de l'armée. Alarcón se réclamait du soutien institutionnel du parlement, tout en s'appuyant sur la mobilisation populaire. Alors que la répression policière s'aggravait, la lutte des masses a emporté la décision. Alarcón a fait le siège du gouvernement, soutenu par ses partisans, des militants du MPD, de Pachakutik Nuevo País, d'étudiants de l'École polytechnique nationale qui ouvraient la marche et de milliers de citoyens qui se sont joints à eux. Dans l'après-midi, la place de San Francisco, à quelques dizaines de mètres du palais du gouvernement, est devenue la scène des affrontements les plus durs entre les masses, avec Alarcón et les chefs de l'opposition bourgeoise et populaire à leur tête et plus de mille membres des forces de sécurité (police anti-émeute, troupes d'élite de l'armée et de l'infanterie de marine), qui protégeaient un Bucaram proclamant : « Je ne sortirai pas d'ici vivant. »

Après une réunion du chef du commandement général des forces armées, Moncayo, avec Arteaga, puis avec Arteaga, Moncayo et Bucaram, ce dernier abandonnait vers 20 heures le siège du gouvernement, bien vivant, en catimini, par une porte dérobée. Bucaram n'était plus président.

Le 8 février, samedi de carnaval, Bucaram se débattait comme un noyé, essayant de mobiliser sa base sociale à Guayaquil, en violation des accords passés la veille avec les militaires qui avaient obtenu son silence. Tandis que le parlement siégeait, Arteaga et Alarcón négociaient avec l'état-major du ministère de la Défense une solution institutionnelle : Arteaga exercerait le pouvoir pendant quelques jours et

le parlement nommerait un président intérimaire jusqu'en août 1998, Arteaga restant vice-présidente pendant la même période. Alarcón acceptait alors de renoncer à son mandat de président par intérim et de convoquer une nouvelle session extraordinaire pour le 11.

Le dimanche 9, Rosalía Arteaga se retrouvait investie mais la crise, apparemment résolue la veille, rebondissait devant ses nouvelles manœuvres, sa tentative de nommer un gouvernement en déclarant inconstitutionnelles les décisions du parlement. Le 11, le parlement a ratifié les accords passés le 8. Bucaram s'envolait pour le Panama dans un vol privé, prétendant laisser provisoirement la charge du pouvoir à Rosalía Arteaga. Celle-ci, dans une ultime pirouette, annonçait qu'une consultation populaire déciderait de la nomination du président par intérim, dont la nomination par le parlement était inconstitutionnelle et décidait de démissionner de son poste. Quelques heures plus tard, le parlement élisait Fabián Alarcón comme président intérimaire par 57 voix sur 81. La crise politique institutionnelle touchait à son terme.

La leçon essentielle que l'on peut tirer de ces événements réside dans la capacité du mouvement populaire à donner une dimension nationale à ses revendications et à rencontrer un large soutien dans des secteurs de masse. Le mot d'ordre « dehors Bucaram ! » lancé par la Coordination des mouvements sociaux était repris le 5 par la majorité du peuple équatorien et occupait le 6 la une de *Hoy*, un quotidien de Quito, qui titrait « Qu'il parte ! » avec pour photo de couverture la gigantesque mobilisation des masses au nord de Quito. Des revendications avancées par le mouvement indien comme le mot d'ordre d'assemblée nationale constituante, reprises à l'occasion par d'autres secteurs, en particulier la coalition Pachakutik Nuevo País, sont devenues des revendications démocratiques importantes. Si ce n'est pas encore un objectif clair, la revendication d'une assemblée constituante est sans aucun doute un mot d'ordre mobilisateur, auquel il faut donner une forme et un contenu populaires.

UNE AUTRE ISSUE, N'EN DÉPLAISE aux imaginations fertiles, n'était pas possible. D'abord par le rôle actif des forces armées dans cette crise et son issue. Ensuite par la faiblesse du mouvement populaire à ses débuts, ce qui réduisait sa capacité à défendre une orientation indépendante. Enfin par le rôle actif joué, par la bourgeoisie, ce qui n'est guère usuel.

Malgré tout, les gens ont eu conscience d'être les véritables protagonistes de la chute de Bucaram et de la mise en place d'un nouveau gouvernement. De même que persiste la méfiance vis-à-vis du système politique et des politiciens et la crainte d'être à nouveau trompés « par toujours les mêmes ». Le 7, on entendait dans la rue des cris : « Attention Alarcón si tu ne veux pas finir comme l'autre larron ! » Si la crise politique a trouvé pour le moment une issue institutionnelle, rien n'est fondamentalement réglé et la coupure s'aggrave entre la société et l'appareil de l'État.



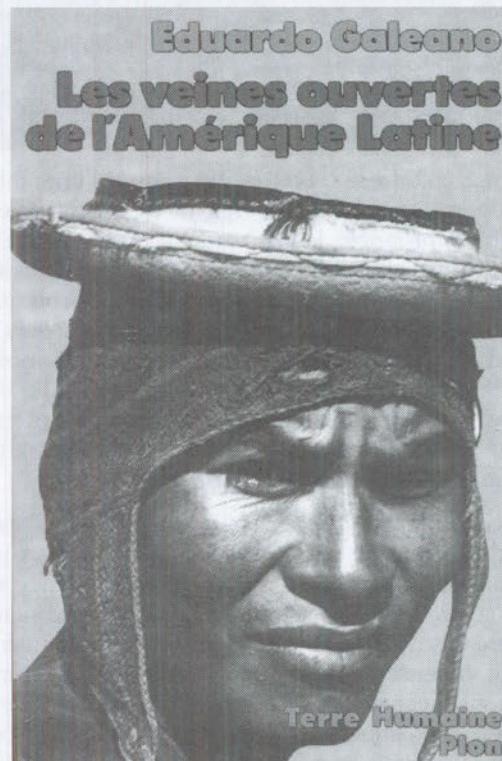
Les prisonniers

Nous sommes tous prisonniers, nous dit Eduardo Galeano. Journaliste et écrivain né en 1940 à Montevideo (Uruguay), intellectuel engagé au meilleur sens du terme, il est surtout connu en France pour son ouvrage écrit en 1971, *les Veines ouvertes de l'Amérique latine*. Militant constant de la solidarité anti-impérialiste, peu soucieux des effets médiatiques et des modes intellectuelles, il a participé l'été dernier à la rencontre internationale organisée par les zapatistes au Chiapas. L'article ci-dessous, paru dans le journal *El Mundo*, du 24 novembre 1996, témoigne de son combat aux côtés des victimes de nos sociétés vampirisées par le néolibéralisme.

Par Eduardo Galeano

1- L'État, que l'on n'emprisonne jamais, est coupable d'assassinats par action et par omission. Crimes par action : à la fin de l'année dernière, la police militaire de Rio de Janeiro a reconnu officiellement qu'elle avait tué des civils à un rythme huit fois plus rapide que l'année précédente. Quant à la police des banlieues de Buenos Aires, elle se livre à la chasse aux jeunes comme si c'était des oiseaux. Crimes par omission : quarante personnes malades du rein sont mortes dans la même agglomération de Caruarú, au nord-est du Brésil, parce que l'assistance publique leur avait fait subir des dialyses avec de l'eau contaminée. Et dans la province de Misiones au nord-est de l'Argentine, l'eau potable contaminée par les insecticides a provoqué la naissance de bébés affligés de becs de lièvre et de malformations de la moelle épinière.

A l'heure des privatisations et du marché libre, l'argent prétend gouverner sans intermédiaires. Quelle fonction attribuer à l'État ? L'État doit s'occuper de discipliner une main d'œuvre bon marché, condamnée à des salaires nains, et réprimer les dangereuses légions de bras qui ne trouvent pas à s'employer : un État juge et gendarme, et pas grand chose d'autre. Pour ce qui est des autres services publics, le marché s'en chargera. Quant à la pauvreté, aux pauvres, aux régions



pauvres, c'est Dieu qui s'en chargera si la police n'y parvient pas. L'administration publique ne peut se déguiser en dame patronnesse que bien épisodiquement, absorbée qu'elle est à consacrer ses maigres ressources à la surveillance et à la répression. Dans la conception néolibérale, les droits citoyens sont restreints au bénéfice du pouvoir, et le pouvoir s'occupe de la santé publique et de l'éducation publique comme si c'était des formes de charité publique.

2- Alors que s'accroît la pauvreté, les villes s'étendent et la violence, les agressions et les crimes se multiplient. « La criminalité progresse beaucoup plus vite que les moyens pour la combattre », reconnaît le ministre de l'Intérieur de l'Uruguay. L'explosion de la délinquance est visible dans la rue, même si les statistiques officielles ne veulent pas la voir, et les gouvernements latino-américains admettent, d'une certaine façon, leur impuissance. Mais jamais le pouvoir ne reconnaît qu'il est en guerre contre les pauvres qu'il crée, des pauvres en révolte contre les conséquences de sa politique. « La délinquance progresse du fait du trafic de drogues », répètent volontiers les porte-parole officiels, pour dégager la responsabilité d'un système qui jette toujours davantage de pauvres à la rue et en prison, et qui condamne toujours plus de personnes au désespoir.



Au sommet, on offre le spectacle affligeant de l'impunité. En bas, on réprime ce qui est agréé en haut. Le petit larcin est un délit contre la propriété, le vol à grande échelle est un droit des propriétaires : l'un relève du code pénal, l'autre fait partie des prérogatives de l'initiative privée. Le pouvoir qui fait l'éloge du travail et des travailleurs dans ses discours mais les maudit dans ses actes, récompense sans la moindre pudeur la malhonnêteté et l'absence de scrupules. Cette entreprise respectable bénéficie de la complicité des grands moyens de communication, qui mentent autant par ce qu'ils disent que par ce qu'ils ne disent pas.

3- Dans ce climat d'impunité dont le pouvoir se fait l'avocat, ces grands moyens de communication, à commencer par la télévision, diffusent leurs messages de violence et de consommation forcée. Une étude universitaire récente révèle que les enfants de Buenos Aires voient une quarantaine de scènes de violence par jour sur le petit écran. Et combien d'incitations à consommer ? Combien d'exemples de gaspillage et d'ostentation sous leurs yeux ? Combien d'ordres d'achat reçoivent ces gens qui ne peuvent rien acheter ou presque ? Combien de fois par jour leur prend-on la tête pour les convaincre que celui qui n'achète pas n'existe pas, et que celui qui n'a rien n'est rien ? Paradoxalement, la télévision diffuse à l'envi des discours qui dénoncent la plaie de la violence urbaine, et appellent à la répression, et cette même télévision éduque les nouvelles générations en déversant dans chaque foyer des flots de sang et de publicité agressive. On pourrait aller jusqu'à dire que ses propres messages témoignent de leur efficacité si on les mesure à l'aune des progrès de la délinquance.

Les faiseurs d'opinion publique alimentent le brasier de l'hystérie collective, et ils sont pour beaucoup dans le fait que la sécurité publique devient une véritable obsession publique. Les cris d'alarme retentissent de plus en plus fort pour dénoncer une population sans défense face aux entreprises criminelles. Les apeurés deviennent légion, et ces apeurés peuvent être plus dangereux que le danger qui les effraie. Pour en finir avec l'absence de protection des citoyens, on exige des lois qui suppriment les dernières protections existantes ; et pour donner davantage de liberté à la police, on exige des lois qui sacrifient la liberté de tous les autres — jusque dans des pays comme l'Uruguay, où les statistiques révèlent que les policiers sont, en proportion, les

citoyens qui commettent le plus de délits.

Il n'y a pas que les profiteurs de l'abondance à se sentir menacés. La classe moyenne également, mais aussi de nombreux rescapés de la pénurie : des pauvres qui sont agressés par d'autres pauvres plus pauvres ou plus désespérés. Dans nos sociétés qui préfèrent l'ordre à la justice, il se trouve de plus en plus de gens pour applaudir au sacrifice de la justice sur l'autel de l'ordre ; de plus en plus de gens convaincus qu'il n'y a pas de loi qui vaille face à l'invasion des hors-la-loi. Des clameurs croissantes montent de l'opinion publique pour réclamer la peine de mort dans plusieurs pays d'Amérique latine. Et les assassinats d'enfants par des escadrons de la mort para-policiers à Bogota, Rio de Janeiro ou dans la ville de Guatemala, sont applaudis en public ou en secret par un secteur considérable de la société. On

considère normale la torture du délinquant de droit commun, ou de celui qui en a la tête, et on est frappé par le silence de certains organismes de défense des droits de l'homme dans des pays où la police arrache des aveux sous la torture, exactement comme le font les dictatures militaires avec les prisonniers politiques.

4- Prisonniers. Les dictatures militaires ont disparu, mais les fragiles démocraties latino-américaines ont des prisons où s'entassent les détenus. Les prisonniers sont des pauvres, comme il se doit, parce qu'il faut être pauvre pour aller en prison dans un pays où personne n'est emprisonné quand le pont récemment inauguré s'effondre, quand une banque pillée par ses banquiers fait faillite, où quand s'écroule un bâtiment construit sans ciment. Des prisons immondes, des détenus tels des sardines en boîte, dans leur grande majorité des détenus en attente de jugement. Beaucoup, qui ne font même pas l'objet d'un procès, sont là sans qu'on sache pourquoi. En comparaison, l'Enfer de Dante ressemble à une création de Walt Disney. Les mutineries se multiplient dans ces prisons en ébullition. Les forces de l'ordre ouvrent le feu sur les mutins, en tuent au passage le plus possible, ce qui permet d'atténuer la pression de la surpopulation carcérale - jusqu'à la prochaine mutinerie.

En fait, on pourrait bien dire que nous sommes tous des prisonniers, à un degré ou à un autre. Dans les prisons ou à l'extérieur. Sont-ils libres ces prisonniers du besoin, contraints de vivre pour travailler parce qu'ils ne peuvent pas s'offrir le luxe de travailler pour vivre ? Et ces prisonniers du désespoir qui n'ont pas de travail et n'en auront jamais, condamnés à survivre d'expédients ? Et les prisonniers de la peur ? Sont-ils libres ? Ne sommes-nous pas tous prisonniers de la peur ? Tous derrière des grilles ? On voit déjà des places bardées de grilles dans certaines villes d'Amérique latine, et nos maisons sont protégées par des grilles dès que nous avons quelque chose à perdre, même si c'est peu de chose, même si ce n'est rien : j'ai même vu des grilles sur des maisons de planches et de tôle dans les bidonvilles les plus pauvres. Ceux d'en haut, ceux d'en bas et les autres : dans nos sociétés réduites au sauve-qui-peut, terrorisées par la brutalité de leurs naufragés, nous sommes tous prisonniers, surveillants et surveillés, élus et parias.

Les faits se moquent du droit. Portrait de l'Amérique latine à la fin de ce millénaire : voici une région du monde qui dénie

à ses enfants le droit à l'enfance. Les enfants sont prisonniers parmi les prisonniers, dans cette grande geôle où les gens se dévorent entre eux. Le système de pouvoir qui n'accepte pas d'autre rapport que la panique mutuelle, maltraite les enfants. Les enfants riches, il les traite comme de l'argent. Les enfants pauvres, comme des déchets. Et les autres, il les attache au pied du téléviseur.

5- Dans l'océan des nécessiteux, les îlots des possédants tendent à se transformer en luxueux camps de concentration où les puissants ne rencontrent que les puissants, incapables d'oublier, ne serait-ce qu'un instant, qu'ils appartiennent au monde des puissants. Dans certaines villes latino-américaines où se multiplient les kidnappings, les enfants riches vivent enfermés dans la bulle de la peur. Ils habitent des propriétés fermées par de hauts murs, de grandes maisons ou des groupes de maisons protégées par des clôtures électrifiées, surveillées jour et nuit par des gardes du corps et des caméras de télévision en circuit fermé. Ils voyagent, comme l'argent, en véhicules blindés. Ils ne connaissent que de vue la ville où ils habitent. Ils découvrent le métro à Paris ou New York, mais ne l'empruntent jamais à Mexico ou São Paulo.

Ces gens ne vivent pas dans la ville où ils vivent. Ils sont interdits dans le vaste enfer qui entoure leur minuscule coin de ciel privé. Au-delà des frontières du monde des privilégiés, s'étend le monde de la terreur, peuplé, laid, sale et dangereux. A l'heure de la globalisation triomphante, les enfants riches n'appartiennent à aucun lieu. Ils grandissent sans racines, dépourvus d'identité nationale et sans autre sentiment social que la certitude d'une réalité qui n'est que menace. Ils ont pour patrie les signes du prestige universel et pour langage les codes internationaux. Les enfants riches des villes les plus variées se ressemblent par leurs coutumes, tout comme se ressemblent les *shopping centers* et les aéroports, qui sont hors du temps et de l'espace. Eduqués dans la réalité virtuelle, les enfants riches se contre-éduquent dans l'ignorance de la réalité réelle, qui n'existe que comme objet de crainte ou de commerce.

Dès leur naissance, ils sont conditionnés pour la consommation et la fugacité. Et ils passent leur enfance à constater que les machines sont plus fiables que les hommes. *Fast food, fast cars, fast life* : dans l'attente du rituel initiatique qu'on leur offre leur première Jaguar ou Mercedes, ils foncent tête baissée sur les autoroutes cybernétiques, ils s'affrontent comme des fous sur les écrans électroniques et dévorent sans mesure les images et les marchandises, à coup de *zapping* et de *shopping*.

6- Bien avant que les enfants riches ne quittent l'enfance pour découvrir les drogues hors de prix qui étourdissent la société et dissimulent la peur, les enfants pauvres reniflent déjà leurs tubes de colle. Quand les enfants riches jouent à la guerre avec des balles de rayons lasers, les balles de plomb criblent les corps des enfants de la rue. Certains experts appellent « enfants de faibles ressources » ceux qui disputent les ordures aux vautours dans les bidonvilles. Les statistiques parlent de soixante-dix millions d'enfants frappés de pauvreté absolue, et il y en a chaque jour davantage dans cette Amérique latine qui fabrique les pauvres et interdit la pauvreté. Ce sont eux qui en pâtissent le plus. La société les écarte, les surveille, les réprime, les tue à l'occasion : elle ne les écoute pratiquement jamais et jamais ne les comprend.

Ils naissent les racines à nu. Beaucoup sont de familles pay-

sannes brutalement arrachées à leurs terres, qui se sont désintégrées dans la ville. Du berceau au cercueil, la faim ou les balles abrègent le voyage. Sur deux enfants pauvres, l'un travaille, s'éreinte en échange de quoi manger, et guère plus : il vend des bricoles dans la rue, main d'œuvre gratuite des ateliers ou des cantines familiales, main d'œuvre au meilleur marché des industries d'exportation, pourvoyeuses de chaussures et de chemises pour les boutiques du monde entier. Et l'autre ? Sur deux enfants pauvres, l'autre est de trop. Le marché n'en a pas besoin. Il n'est pas rentable et ne le sera jamais. Et qui n'est pas rentable, on le sait, n'a pas droit à l'existence. Ce système de production qui méprise les personnes âgées rejette les enfants. Il les rejette et il les craint. Pour ce système, la vieillesse est un échec, mais l'enfance est un danger.

Dans nombre de pays latino-américains, le marché hégémonique détruit les rapports de solidarité et transforme en charpie le tissu social communautaire. Quel avenir ont donc les propriétaires de rien dans des pays où le droit de propriété devient le seul droit sacré ? Les enfants pauvres subissent de la plus cruelle façon la contradiction entre une culture qui exige de consommer et une réalité qui l'interdit. La faim les contraint à voler ou à se prostituer, tout comme la société de consommation, qui les insulte en leur offrant ce qu'en fait elle leur refuse. Et ils se vengent en se révoltant. Dans les rues des grandes villes se forment des bandes de désespérés face à la mort qui guette. D'après l'organisation Human Rights Watch, les groupes para-policiers tuent six enfants par jour en Colombie et quatre au Brésil. Et elles ? Un demi million de gamines brésiliennes vendent leur corps, presque autant qu'en Inde ; et en République dominicaine, l'industrie prospère du tourisme offre des fillettes vierges sur catalogue.

7- Entre ces deux extrêmes se trouve une réalité moyenne. Entre ceux qui vivent prisonniers du dénuement et ceux qui vivent prisonniers de l'opulence, on trouve les enfants qui ont nettement plus que rien, mais nettement moins que tout. Ces enfants des classes moyennes sont de moins en moins libres. Leur liberté, la société la confisque jour après jour, sacrifiant l'ordre tout en créant le désordre. En ces temps d'instabilité sociale où la richesse se concentre et la pauvreté se répand à un rythme implacable, qui ne s'aperçoit que le sol craque sous les pieds ? La classe moyenne vit dans une situation d'imposture, affichant plus qu'elle ne possède, mais il lui en coûte de plus en plus de sacrifier à cette traditionnelle abnégation. Elle est aujourd'hui paralysée par une peur panique : panique de perdre son emploi, sa voiture, sa maison, panique de ne pas pouvoir posséder ce qu'on doit posséder pour être quelqu'un. Personne ne pourra lui reprocher de se mal conduire. La classe moyenne éprouvée croit toujours à l'expérience comme apprentissage de l'obéissance, et elle défend encore souvent l'ordre établi comme si elle en était propriétaire, alors qu'elle n'en est que locataire, et encore un locataire asphyxié par le prix du loyer et la peur panique d'être expulsé.

Dans cette panique, panique de vivre, panique de chuter, elle élève ses enfants. Paralysés par la peur, les enfants de la classe moyenne sont condamnés de plus en plus à l'humiliation de l'enfermement perpétuel. Dans la ville de demain, déjà actuelle, les télé-enfants surveillés par des nourrices électroniques regarderont la rue de leur balcon ou leur fenêtre ; la rue interdite par la violence, ou la peur panique de la violence ; la rue où se déroule, toujours dangereux et parfois prodigieux, le spectacle de la vie. ★

Victoire électorale

Dans cet entretien Amadou Guiro, membre de la direction d'And-Jëf-Parti africain pour la démocratie et le socialisme (PADS) au Sénégal, analyse les résultats des élections municipales et rurales du mois de novembre 1996.

Entretien avec Amadou Guiro

Propos recueillis par Sonia Leith

Inprecor : *Peux-tu nous décrire la situation politique à la veille des élections de novembre 1996 ?*

Amadou Guiro : L'entrée dans le gouvernement du Parti démocratique sénégalais (PDS), de la Ligue démocratique et du PID, a créé une grande déception chez la population et en particulier les jeunes. Les gens ont le sentiment que tous les politiciens sont corrompus, n'hésitant pas à s'appuyer sur les mobilisations mais dès qu'une porte s'ouvre ils laissent de côté leurs engagements pour se lancer corps et âme dans les bras du pouvoir. Cet état d'esprit général est derrière le succès populaire spectaculaire de la Chanson d'Alpha Blondy sur les politiciens.

Ces partis au gouvernement ont cautionné passivement la dévaluation du Franc CFA (franc de la communauté financière africaine, 100f CFA = 1FF) par une baisse de 50 % de sa parité et par conséquent le doublement de la dette extérieure du Sénégal et ont avalé les programmes de privatisation : privatisation de la société des eaux, privatisation des œuvres universitaires, augmentations des prix des denrées, etc. et les licenciements.

Pis encore, le principal dirigeant syndical du secteur enseignant, militant de l'organisation stalinienne la Ligue démocratique, a assumé, en acceptant de participer au gouvernement, la responsabilité de mettre en œuvre les plans de la BM consistant à remplacer les fonctionnaires par des vacataires payés à 500 FF par mois sans aucune garantie d'emploi.

Sur le plan politique ces élections se sont déroulées dans un

contexte de crise profonde au sein du PS. Depuis l'indépendance en 1960, bien que le Sénégal soit donné comme un exemple de démocratie en Afrique, aucun changement n'a vu le jour dans notre pays. Le PS détient le pouvoir depuis plus de 30 ans et Abdou Diouf en est à son deuxième mandat. La question de l'après Diouf se pose déjà et ravive de multiples tensions au sein du personnel dirigeant. La guerre de succession bat son plein. Lors du dernier congrès du PS qui s'est déroulé sans débat un nouveau dauphin successeur du président a été désigné. Loin d'apaiser les luttes intestines, cette nouvelle nomination a exclu certains ténors du PS qui ont d'ores et déjà perdu leur poste ministériel ainsi que leur responsabilité au sein du parti. Le mécontentement ne cesse d'y croître. Il est par conséquent clair, que lors des prochaines élections législatives de 1998 les forces de l'opposition vont marquer des points considérables. Cette ambiance de fin de règne a déteint sur les élections de novembre. La bataille fut très dure au sein du PS entre les différents clans pour le positionnement au niveau des mairies et des conseils régionaux afin d'assurer leurs arrières pour des prochains marchandages politiques. Cette crise a pris des proportions assez spectaculaires, en témoignent le départ de franges entières du PS qui sont allées rejoindre le PDS ou même le PADS comme ce fut le cas à Dakar ou même en Casamance.

La crise du PS a touché également le gouvernement, le nouveau patron de ce parti a déclaré la guerre au PDS afin de lui barrer la route devant une éventuelle victoire à Dakar. La veille des élections, le PID a été exclu du gouvernement en raison de ses critiques de la gestion gouvernementale.

Dans ce contexte, les élections représentaient un enjeu central pour le PS. Ce dernier voulait se donner une nouvelle légitimité électorale et surtout reconquérir Dakar.

C'est dans ce contexte qu'ont été préparées les élections. Une nouvelle loi sur la décentralisation et la régionalisation permettait la mise en place pour la première fois de dix conseils régionaux. Outre le niveau régional, il fallait élire également 60 maires pour les 60 communes, 60 conseils municipaux et mettre en place 320 conseils ruraux.

Le cas de la capitale Dakar était cocasse. Tirant la leçon de sa défaite lors des dernières élections législatives de 1993, le Parti socialiste (PS, au pouvoir) a décidé de se donner les moyens de conserver cette ville compte tenu de l'importance de son budget qui constitue une source considérable pour alimenter ses finances. C'est pourquoi, arguant de la nécessité de rapprocher les administrés de leur administration, le pouvoir a décidé de découper Dakar en 44 mairies d'arrondissement.

Au total pour participer à l'ensemble des élections dans tout le pays il fallait présenter 24 000 candidats. Chaque candidat devait se munir d'un extrait de naissance et d'un bulletin relatif à son casier judiciaire, le tout à 2 dollars, donc 240 000 FF pour l'ensemble des candidats, ce qui représentait une somme considérable pour le PADS. Malgré les tracasseries administratives, le parti a réussi à présenter 10 listes dans les dix capitales départementales, à couvrir 60 % des communes et à être présent dans une centaine des 320 conseils ruraux. Ainsi, au total nous avons présenté 7 à 8 000 candidats. Pour la ville de Dakar, nous étions présents dans 90 % des mairies d'arrondissement.

En matière d'alliances, le parti a décidé, compte tenu de la situation politique, de se positionner en tant que force alternative et d'aller aux élections seul afin d'affirmer sa propre identité. Lors des dernières élections législatives de 1993, nous étions en coalition avec deux autres partis le PDS et le Mouvement pour le socialisme et l'unité (MSU). Cette démarche, qui nous a donné un député, jugée juste à l'époque, a fait par la suite l'objet de plusieurs critiques de la part de nos militants.

Le PADS avait tout à gagner à ces élections. Nous avons voulu affirmer notre indépendance par rapport à des partis tel que le PDS qui ont trahi les aspirations des gens en participant au gouvernement et en cautionnant des politiques antipopulaires.

Depuis plus de dix ans, l'opposition a systématiquement boycotté les élections locales en raison du mode de scrutin qui, soutenu par la fraude, ne permettait pas la moindre représentativité des forces autres que le parti au pouvoir. La bataille pour un code électoral plus démocratique a permis d'arracher une forme de scrutin proportionnel et majoritaire en ce sens que le parti qui a la majorité absolue bénéficie de la moitié des sièges et l'autre moitié est répartie proportionnellement au prorata des voix obtenues.

● Comment s'est déroulé le scrutin ?

Les élections ont été marquées par des fraudes très importantes : rétention de la carte d'électeur, plus d'un million de fausses cartes d'électeur en circulation, bureaux de vote composés exclusivement du PS, fabrication de faux procès-verbaux, intimidation morale et physique, complicité extraordinaire de l'administration, désorganisation totale particulière-

ment à Dakar où le vote qui devait commencer à 8 heures du matin n'avait démarré qu'à 13 heures, etc.

Les médias au niveau international ont relaté fidèlement les conditions antidémocratiques du scrutin. En tant que PADS, nous interpellons aujourd'hui la communauté économique européenne qui a financé à raison de 4 milliards ces élections afin qu'elle demande des comptes au gouvernement sénégalais et cesse de financer des élections dans les pays où l'opposition n'a aucun droit de regard sur l'argent

● Peux-tu nous parler les résultats des élections ?

En moyenne nationale nous avons recueilli 10 % des suffrages, c'est-à-dire que plus de 500 camarades du PADS ont été élus aux conseils régionaux et ruraux. En Casamance nous avons gagné 11 communautés rurales ce qui représente une avancée considérable pour notre parti. L'opinion publique a vécu cette victoire comme la sienne d'autant plus que des partis comme le PID ou la LD n'ont obtenu que 2 %. Le PDS quant à lui a obtenu 27 % des voix et a reculé à Dakar. Ces résultats ont amorcé un mouvement de contestation au sein du PDS et des partis staliniens. Certains militants de base leur demandent de quitter le gouvernement car ils ont peur que le PADS réussisse à capitaliser aux prochaines élections législatives de 1998, les conséquences de la crise du pouvoir.

Pour nous les élections de février 1998 constituent un enjeu très important car avec ce qu'on vient de recueillir (entre 93 000 et 100 000 voix avec un taux d'abstention très élevé) cela représente 6 à 7 députés. Si on arrive à faire un score de 15 à 17 % cela nous permettra de former un groupe parlementaire.

Il s'agit d'un objectif qu'on s'est fixé et qui est réalisable, à condition de réussir la réorganisation de l'ensemble du parti.

A l'issue de ces élections on assiste à l'émergence d'un ensemble de cadres au niveau local qui sont apparus pour la population comme des dirigeants alternatifs à l'ancien personnel politique. Il est impératif de mener une bataille au niveau de la jeunesse qui a perdu l'espoir. Nous nous sommes rendus compte vers la fin de la campagne que le discours qu'on tenait vis-à-vis de cette jeunesse pouvait susciter son intérêt. Notre parti de par ses positions, son refus de participer au gouvernement et son combat pour la destitution du PS est perçu par la jeunesse comme une force alternative. La bataille électorale nous a permis de clarifier notre approche politique. Dans sa première déclaration après les élections le secteur étudiant du PADS affirme que l'enjeu des élections n'est pas uniquement le nombre de voix car la victoire ne peut être arrachée par la seule voie des urnes mais suppose de créer une articulation entre les mobilisations électorales et les luttes sociales. Ce qui a fait défaut lors des dernières élections se sont les luttes sociales en raison de la participation de certains partis au gouvernement. Nous sommes plus que jamais convaincus que sans mobilisation sociale il n'y aura aucune chance pour une organisation de gauche ou d'extrême gauche de décrocher des scores honorables aux élections.

Il faut créer ces conditions et se préparer sérieusement à la lutte.

● Le PADS a non seulement réalisé un bon score

mais il a réussi à renforcer ses effectifs. Quels sont les problèmes auxquels vous faites face aujourd'hui ?

Le PADS est aujourd'hui confronté à des enjeux de taille. D'une organisation qui au départ comprenait un millier de camarades, nous en sommes aujourd'hui à des milliers d'adhérents. Nous sommes submergés de demandes d'adhésion (plus de 70 000). Notre parti a multiplié ses effectifs. Face à une population dont 70 % ont moins de 35 ans, il est impératif de développer un discours et une pratique politique en direction de la jeunesse. Dans les mois à venir

nos objectifs sont d'abord :

- ▀ convoquer un congrès des jeunes dans les trois mois, pour construire une organisation de jeunesse du parti ;
- ▀ tenir le congrès du secteur femme du PADS ;
- ▀ en décembre, organiser le congrès du parti pour mettre en place une nouvelle direction.

● Sur la question de panafricanisme quelles sont les propositions du PADS ?

En ce qui concerne la question du panafricanisme notre parti en tant que parti africain avait pris l'initiative de former un forum à l'échelle africaine comme cadre de rassemblement et de débat d'un certain nombre d'organisations africaines. Malheureusement jusqu'à présent, nous sommes l'organisation la plus active dans ce forum, nous n'avons ni les moyens de gérer ce cadre ni d'y mettre sur pied un secrétariat permanent. Lors de notre prochain congrès au mois de décembre nous allons aborder cette question et nous comptons y inviter des organisations africaines.

● Un débat sur une éventuelle adhésion à l'Internationale socialiste traverse le PADS. Peux-tu nous en parler ?

Il y a une demande au sein du parti pour que l'on puisse avoir un statut d'observateur au niveau de l'Internationale socialiste, tout en maintenant notre relation avec la Quatrième Internationale.

Le parti est confronté à une situation très difficile, surtout sur le plan matériel, c'est pourquoi certains pensent qu'en étant avec l'Internationale socialiste cela peut nous rapporter quelque chose.

Par ailleurs certains pensent également que la présence de certaines organisations africaines au sein de la deuxième Internationale offre un cadre de rencontres et de débats au PADS. Toutefois, le problème est qu'au Sénégal le PS est déjà membre de cette Internationale et notre prochain challenger aux élections présidentielles est le vice-président de l'Internationale et président du bureau africain de l'IS. Toutes ces données rendent l'équation de l'adhésion assez complexe pour les camarades qui défendent cette proposition. Donc le débat existe. Il faut dire que cette tentation anime un courant assez majoritaire au sein du parti et c'est au cours du prochain congrès que la question sera tranchée.

● Comment expliquer le bon score du parti en Casamance ?

L'importante victoire électorale du parti en Casamance s'explique aisément.

D'abord le PADS, et contrairement aux autres partis dont les chefs ont décidé d'investir la capitale Dakar, a décidé de présenter Landing Savané, son porte-parole, dans sa région natale la Casamance. Les élections se sont déroulées sans problèmes dans un climat de paix plus qu'en 1993. Dans le département de Bégnona nous avons obtenu 35 % des suffrages et nous avons gagné 11 communautés rurales sur 16. La fraude nous a volé une victoire certaine dans la région de Zigenchor, une région rebelle frontalière avec la Gambie et la Guinée. Le gouvernement dans les conditions d'aujourd'hui ne pouvait pas tolérer qu'une force comme le PADS gagne une région pareille. Nous avons fait le choix de ne pas organiser de manifestations populaires pour protester contre ces résultats, nous nous sommes contentés de porter plainte. Nous avons voulu éviter que les armes ne resurgissent dans cette région rebelle créant par là-même une situation incontrôlable et faisant courir le risque d'une forte répression.



ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

- Abonnement Réabonnement
- Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)
- Institutions (600 FF, 1 AN)
- « Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois)
- « Découvrir INPRECOR » * (75 FF, 3 mois)

*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Femmes

néolibéralisme et luttes

Par Penny Duggan et Nancy Herzig

DOSSIER
FEMMES, NÉOLIBÉRALISME
ET LUTTES

L'EFFONDREMENT DES SOCIÉTÉS post-capitalistes ainsi que l'application des politiques économiques néo-libérales dans les pays industrialisés et dans le Tiers Monde ont directement affecté les aspects fondamentaux de la condition féminine. Les réductions des budgets de la santé ont compromis la santé des femmes. La mise en cause des systèmes de protection et de sécurité sociale a accéléré la féminisation de la pauvreté. Les accords économiques tels l'ALENA (NAFTA) conduisent à fragiliser les conditions du travail et de l'emploi, ce dont les femmes travailleuses sont les premières victimes. L'accroissement de l'endettement des pays sous-développées et les politiques monétaristes imposées par le FMI, la Banque Mondiale etc. contribuent directement à accroître la féminisation de la pauvreté en Amérique latine, en Afrique et en Asie.

Des femmes indigènes et des femmes d'autres ethnies opprimées sont forcées d'émigrer pour trouver du travail ou, si elles restent dans leur pays, ont de plus en plus du mal à trouver un emploi. Dans les deux cas, l'oppression ethnique et raciale est un aspect de plus de leur oppression générale comme femmes et comme travailleuses. Dans ce « nouvel ordre mondial », les femmes indigènes et les femmes de couleur continuent à être confinées dans les emplois les moins rémunérés et le moins protégés socialement : services domestiques, *maquiladoras* (zones franches), ateliers clandestins et plus généralement secteur informel.

La privatisation des services sociaux fondamentaux a transféré de la sphère publique à la sphère privée (de l'État à l'individu ou à la famille) la responsabilité des conditions de vie. Au vu du nombre croissant de femmes chefs de famille, les effets des privatisations ont eu un impact particulièrement dévastateur dans toutes les sociétés. Les coupes effectuées dans les budgets sociaux (crèches, écoles maternelles, programmes de soins médicaux, retraites...) accroissent la pression sur les femmes pour

qu'elles prolongent leur journée de travail salarié par un long travail domestique.

Ces attaques économiques ont été accompagnées par une offensive idéologique. Le développement du conservatisme de droite — la « Nouvelle droite » aux États Unis, le néo-fascisme en Europe, le fondamentalisme religieux etc. — conduit à la limitation du droit des femmes de disposer de leur corps. Les femmes ont dû lutter contre un conservatisme croissant qui tend à renforcer la famille patriarcale traditionnelle et à les réduire au rôle d'épouse et de mère. Les récentes attaques contre les droits des homosexuel(le)s, contre le droit à l'avortement, les agressions violentes contre les centres pratiquant l'interruption de grossesse, constituent quelques exemples des tentatives des forces conservatrices aux États-Unis et en Europe pour réimposer leurs perspectives et pour démanteler les acquis obtenus par le mouvement des femmes aux cours des 30 dernières années.

CE COMBAT A LIEU DANS le contexte du déclin du mouvement féministe organisé qui s'était développé au cours des années 70, avant tout en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Depuis les conditions ont changé. Les idées féministes qui ont été assimilées et popularisées, bien que souvent dans un cadre institutionnalisé, ont eu un impact large dans les pays en voie de développement. Cela en a fait des laboratoires pour conduire des mouvements de femmes qui combinent le combat pour des revendications spécifiques féminines avec la reconnaissance de l'importance du combat contre l'oppression ethnique, raciale et sociale. En même temps ces mouvements doivent éviter les dangers de l'institutionnalisation, que véhiculent les ONG à orientation féminine. Ce combat en faveur de mouvements indépendants de femmes qui soient plus directement liés à tous les secteurs exclus (les pauvres, les chômeurs, les sans-abri, les immigrés) est aussi d'actualité dans les pays capitalistes avancés. ★

La marche des femmes contre la pauvreté

Une caravane de femmes provenant de toutes les régions du Canada s'est rendue à la capitale Ottawa pour une grande manifestation le 15 juin 1996. La caravane a été organisée avec très peu de moyens en l'espace de quelques mois, emboîtant ainsi le pas à la marche des femmes sur la ville de Québec en 1995.

Par Adam Novak

LA CARAVANE EST PARTIE de Vancouver sur la côte pacifique et de Saint Jean (Terre Neuve) et Saint-Jean (Nouveau Brunswick) sur la côte atlantique. Selon l'une des organisatrices de la ville d'Edmonton (Alberta), Giselle Renault, « il y avait entre 5 et 8 000 participants à Ottawa. Mais ce chiffre ne représente qu'une petite fraction par rapport aux dizaines de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes qui ont exprimé leur appui à la caravane lorsqu'elle traversait les grandes et petites villes du pays. »

En effet, des centaines de milliers de Canadien(ne)s ont pris conscience des revendications de la marche des femmes contre la pauvreté de 1996. La marche a ouvert toute une série de perspectives pour de futures campagnes contre la pauvreté et le racisme ainsi que pour les mouvements féministe et syndical. D'après Lorrie Silver du New Socialist Group, « la marche a été l'occasion d'une démonstration impressionnante de solidarité sur tous les plans, faisant le lien entre injustice économique et formes multiples d'oppression des femmes, que cette oppression se conjugue au racisme, à l'exploitation de classe ou à la discrimination contre les homosexuel(le)s, etc. Il a valu la peine de lutter pour des emplois décents et des programmes sociaux. »

Les féministes sont divisées sur le bilan à en tirer en ce qui concerne leurs organisations principales, à savoir le comité femmes du Congrès du travail canadien (CTC) et le Comité national d'action sur le statut de la femme (CNA). Dans le mensuel radical au plus grand tirage du Canada anglais, *This Magazine*, la journaliste Irshad Manji a

défendu le CNA contre les critiques de plus en plus fortes à son encontre faites par des féministes des milieux universitaires, qui taxent le CNA d'extrémisme et d'intolérance. « Plus que jamais, des hommes se sont ralliés aux activités du CNA depuis que Sunera Thobani (une femme immigrée) est devenue présidente. Je ne crois pas que ces hommes se seraient impliqués dans un mouvement extrémiste et anti-hommes. »

« Le CNA a récemment parrainé le premier congrès pan-canadien contre la politique de suppressions de programmes sociaux appliquée par le gouvernement libéral du premier ministre Jean Chrétien. Que ce congrès ait été le premier et qu'il ait été pan-canadien, fait preuve de la crédibilité du CNA et non pas d'un soi-disant extrémisme. A l'heure actuelle, il y a une marche pan-canadienne, co-parrainée par le CNA, contre la pauvreté. Le chômage est le fléau principal des familles canadiennes de nos jours, et il est souvent à l'origine de la pauvreté. Il ne s'agit en rien d'un enjeu des seules femmes immigrées, réfugiées ou lesbiennes. »

Des femmes de la gauche révolutionnaire soulèvent un problème d'un tout autre ordre. De leur point de vue, le CNA comme la bureaucratie syndicale, ne va pas assez loin dans ses campagnes économiques. Dans la revue *Socialist Challenge*, Julia Barnett et Lorrie Silver notent que, « le CTC et le CNA ont peu fait pour souligner la responsabilité du gouvernement libéral dans la réduction des paiements de transfert de l'Etat fédéral aux provinces en ce qui concerne les programmes sociaux et par conséquent dans le durcissement des politiques menées par les

gouvernements provinciaux... Ni l'un ni l'autre n'ont été porteur d'une vision stratégique à plus long terme. »

Il ne s'agit là ni d'une rancœur gauchiste ni d'un vœu pieux. En effet, le cœur économique et politique du Canada, la province de l'Ontario, a connu une montée sans précédent des mobilisations syndicales et populaires depuis l'élection de 1995 du gouvernement « conservateur progressiste » (Tory) de Mike Harris. Ensemble, le mouvement des femmes et le mouvement syndical pourraient faire tomber le gouvernement.

Revenons sur le cours des événements dans l'Ontario.

LA FÉDÉRATION DU TRAVAIL de l'Ontario (FTO) a organisé une série d'importantes journées d'action au cours des neuf derniers mois, obtenant l'appui d'un large éventail d'associations communautaires et de conseils syndicaux régionaux. Plus de 14 000 personnes ont manifesté dans la ville de London le 11 décembre 1995 en dépit de températures arctiques. Ce faisant, elles ont déclenché un élan qui a conduit deux mois plus tard à la plus importante manifestation syndicale de l'histoire du Canada et des États-Unis. Plus de 25 000 personnes ont fait grève et manifesté à Hamilton le 23 février 1996, le lendemain plus de 120 000 ont manifesté contre le congrès des Tories. Quelques jours auparavant, 67 000 travailleurs du secteur public de la province avaient voté la grève par une marge de deux à un contre la suppression de services et les atteintes contre les conditions de travail. Plusieurs milliers des membres du syndicat des travailleurs du secteur public (SESPO) ont assisté à un rassemblement

organisé à Toronto pour commémorer la journée internationale de la femme. Les journées d'action suivantes n'ont pas été aussi suivies que celle de Hamilton, elles ont été néanmoins des temps forts dans l'histoire de cette province : 45 000 à Kitchener-Waterloo le 19 avril, 8 000 à Peterborough le 24 juin, etc.

MALHEUREUSEMENT, L'ORGANISATION de la Marche des femmes contre la pauvreté dans l'Ontario et dans la plus grande ville du pays, Toronto, a souffert des mêmes faiblesses organisationnelles que la journée d'action syndicale à Peterborough. D'après Julia Barnett, militante au niveau municipal du syndicat des employés publics (SCEP), « les militants de base à Toronto ont reproduit les conflits internes du mouvement syndical à l'échelle provinciale, réduisant de ce fait la force de la journée à Toronto et révélant au grand jour leur incapacité de mettre sur les rails une stratégie de résistance à long terme dans toute la province. »

La Marche des femmes a été l'une des peu nombreuses mobilisations populaires ayant lieu simultanément au Canada anglais et au Québec, la province à majorité franco-

phone conquise par la Grande-Bretagne en 1760 qui subit toujours une discrimination de la part de la bourgeoisie d'origine anglo-écossaise. Se basant sur les progrès faits lors de la Marche du pain et des roses de 1995, la Fédération des femmes du Québec a tissé des liens avec d'autres mouvements sociaux et organisé un rassemblement dans la capitale de la province, la ville de Québec. Plus de 6 000 participants de tous les âges se sont regroupés devant l'Assemblée nationale et ont déversé des miettes de pain devant les portes d'entrée des grandes banques et sociétés privées de la ville. Ils ont exigé que le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial du Parti québécois mettent en place des politiques créatrices d'emplois et qu'ils augmentent les dépenses pour les programmes sociaux.

La participation en 1996 a été de 30 à 40 % inférieure à la première marche de 1995. Celle-ci avait eu lieu dans le climat militant de la campagne pour le *Oui* au référendum d'octobre 1995 sur la renégociation des rapports entre le Québec et le Canada. A cette époque, le premier ministre nationaliste du Québec, Jacques Parizeau, s'était adressé aux manifestants dans l'espoir d'obtenir leur



DOSSIER : CANADA
FEMMES CONTRE LE
NÉOLIBÉRALISME



soutien au référendum. « Cette année (1996) le gouvernement du Parti québécois a réduit les dépenses sur les programmes sociaux, dit l'une des organisatrices de la marche Jacqueline Loiselle, Parizeau ne pouvait rien apporter aux manifestants. Et les gens croyaient encore moins que leurs revendications auraient un effet quelconque sur la politique du gouvernement. »

Selon Jacqueline Loiselle, dans un tel contexte la marche a été un authentique succès. Elle estime que deux tiers des quelque 200 femmes qui sont allées à Québec de sa région (l'Outaouais, dans l'ouest du Québec, frontalier avec l'Ontario anglophone et en face de la capitale canadienne Ottawa) n'avaient pas participé à la marche de l'année précédente. Son syndicat, l'Alliance du secteur public du Canada (ASPC), a libéré des fonds pour lui permettre d'organiser la marche sur les lieux de travail. Le résultat a été la participation de 20 femmes syndiquées, comparées aux trois de l'année précédente.

MEME SI LES DIRIGEANTS syndicaux ont affiché une claire volonté de travailler de pair avec des associations communautaires, il y avait un nombre étrangement réduit de femmes syndiquées à la marche au Québec. La Confédération de syndicats nationaux (CSN), la fédération syndicale provinciale la plus importante en dehors du CTC, a eu beau appuyer la marche financièrement, elle a été incapable de mobiliser ses propres adhérents. La plupart des participants venant de la ville de Jacqueline Loiselle, Hull, appartenaient surtout « au mouvement des femmes, des femmes qui travaillent dans le secteur des services aux femmes en difficulté, aux femmes battues par exemple. Je



pense que l'on pourrait tirer le même bilan dans les autres régions. »

Les revendications de 1996 ont été les mêmes qu'en 1995, avec plus d'attention portée sur le salaire minimum, l'égalité salariale ou le gel des réductions des allocations sociales. Des comités de la Fédération des femmes du Québec discutent actuellement de la forme que prendra la marche de 1997, en vue d'une marche internationale des femmes sur New York en l'an 2 000. D'après Jacqueline Loiselle, bien que les syndicats participent aux comités, malheureusement les déléguées « ne remettent pas les revendications aux militants syndicaux. Elles ne font que présenter les résultats des comités de la Fédération des femmes aux seuls comités femmes des différents syndicats. »

LES RAPPORTS ENTRE LES MOUVEMENTS des femmes canadien-anglais et québécois sont souvent malaisés, à cause du chauvinisme (relativement modéré) de la gauche de langue anglaise. D'après les militantes torontoises Julia Barnett et Lorrie Silver, « le mouvement a fait peu d'efforts pour travailler avec les femmes québécoises et comprendre leur revendication pour l'autodétermination. On comprenait mal les difficultés spécifiques auxquelles les québécoises étaient confrontées sous le gouvernement du Parti québécois. Qui plus est, il n'y a eu aucun coup de collier pour envoyer des femmes du Canada anglais à la marche à Québec. Le mouvement des femmes au Canada anglais aura efficacement adapté une idée de ses sœurs québécoises sans pour autant tisser des liens avec elles. »

Le rassemblement final à Ottawa a été

« plus ou moins » bilingue, mais la réalité au jour le jour dans la région de la capitale est qu'il y a deux comités femmes, l'un à Ottawa (Ontario) et l'autre à Hull (Québec). Celui de Hull est francophone et celui d'Ottawa est formellement bilingue, dans les faits il faut s'exprimer en anglais pour être compris.

Selon Loiselle, « nous ne voyons pas les choses et nous ne menons pas nos activités de la même façon. Il est donc difficile de travailler ensemble, malgré les bonnes volontés de part et d'autre. » Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant qu'il a été difficile de faire venir des femmes québécoises à Ottawa, même celles de Hull qui fait partie de la même zone métropolitaine. « Même si Ottawa est juste à côté, il a fallu un grand travail pour mobiliser à Hull, Ottawa nous paraissant souvent comme la ville d'un autre pays. Des 200 femmes de Hull qui étaient allées à la manifestation de Québec (quatre heures de bus) en 1995, seulement 25 ont traversé le fleuve pour aller à Ottawa. »

Malgré ces faiblesses, dont le mouvement des femmes canadien est loin d'être la seule victime, le bilan d'une série d'initiatives locales reste positif. A Edmonton dans la province d'Alberta, le Comité femmes de la Fédération du travail de l'Alberta (FTA) et la direction de la FTA a mis en place un comité d'organisation qui a regroupé plus de 45 femmes. D'après la militante syndicale Giselle Renault, ces femmes « représentent des syndicats, des associations de femmes, des associations religieuses et des femmes de couleur. Plus important encore, des femmes vivant dans la pauvreté se sont fait entendre lors des réunions, et le comité a décidé de les mettre en avant pour exiger la justice, et non pas la charité, de la part des députés parlementaires élus et "responsables". »

« Cela a été la première fois qu'un groupe de femmes aussi variées a travaillé ensemble. Nous avons mobilisé plus de 2 000 personnes et attiré l'attention sur le sort des femmes vivant dans la pauvreté. Après le passage de la marche nous nous sommes mises d'accord pour poursuivre le travail de la coalition patiemment construite tout le long du printemps. Ce réseau de femmes continuera de faire face aux mesures d'austérité stériles et hystériques du gouvernement libéral et de ses équivalents provinciaux. »

La marche a généré des revendications concrètes pour la création d'emplois et une hausse des dépenses sociales. Et comme tout mouvement « de la base » il a facilité et encouragé une réflexion sur les causes de la pauvreté et les solutions à long terme. Selon Giselle Renault, « au-delà des mesures d'urgence pour les pauvres, il nous incom-

be de comprendre la corruption systématique qui est à la base de toute société donnant plus d'importance aux intérêts des banques et des grandes sociétés qu'au peuple, créateur de richesses. Voulons-nous vraiment d'une société qui se met à paniquer lorsqu'il y a baisse du chômage, ou quand il y a des spéculations boursières sur une éventuelle inflation due à la hausse des salaires ? »

NOS GOUVERNEMENTS participent à une course effrénée vers le plus petit dénominateur commun, en taillant dans les dépenses sur la santé, l'éducation et les programmes sociaux. Cette politique vient accompagnée d'une culture du bouc émissaire mise en avant par les politiciens et les patrons. Le système capitaliste sème les graines de sa propre destruction et nous commençons à en voir les effets. Une population pauvre de faible niveau culturel et sanitaire ne pourra guère « être compétitive dans l'économie mondiale ». Une société qui considère les gens comme un fardeau plutôt que comme une force est en faillite morale et politique. « La leçon finale est donc que nous devons dénoncer la corruption et proposer des alternatives positives, qui pourraient changer le système. Des coalitions fondées sur des actions et des revendications concrètes, qui appellent à des changements concrets, ne sont jamais démodées, même si la droite nous dénigre en nous qualifiant de "groupements d'intérêts particuliers". Comme si tous leurs instituts de recherche soi-disant indépendants, leurs associations d'industriels et leurs chambres de commerce n'étaient pas des "groupements d'intérêts particuliers". Nous ne pouvons compter, ni sur notre argent ni sur les forces de police, mais sur la force de nos rangs et celle de nos convictions. Ne jamais se rendre ! Ne jamais céder ! »



Pourquoi un mouvement de femmes ?

DOSSIER :
AFRIQUE DU SUD,
MOUVEMENT DES FEMMES

Reposer la question de l'avenir du mouvement des femmes en Afrique du Sud relève d'un intérêt certain. Pourquoi avons-nous besoin d'un mouvement de femmes ? Quelle forme devra-t-il prendre ? A qui incombe sa direction ?

Par Roseline Nyman
Debate, revue sud-africaine

IL S'AGIT D'UNE PHASE importante pour réfléchir sur ces questions, car les centrales syndicales sont d'ores et déjà en train de reconsidérer le caractère de leur propre mouvement et la dimension femme est bien présente dans les discussions sur la voie à suivre. Dans une perspective de classe, la Confédération des syndicats sud-africains (COSATU) a joué un rôle central dans la construction d'un mouvement de femmes. Ainsi avec le soutien du mouvement syndical, les travailleurs ont mis en avant des questions telles que : les avantages liés à la maternité et à la paternité, les crèches, le harcèlement sexuel, la discrimination au niveau des salaires, etc.

Le travail de la Cosatu à l'extérieur du mouvement syndical a été plus éclaté. Les syndicalistes n'avaient pas eu un rôle central dans le mouvement des femmes. Cet article vise à soulever certains problèmes politiques difficiles se rapportant aux luttes contemporaines pour l'égalité des sexes (l'auteur utilise le mot *gender* intraduisible en français, NDLR).

LES BESOINS AUXQUELS DEVRAIT RÉPONDRE UN MOUVEMENT DE FEMMES

Le statut socio-économique et politique des femmes dans la première démocratie sud-africaine doit demeurer la base pour la construction du mouvement des femmes. Le rôle dirigeant de l'ANC au gouvernement est déterminant pour une édification de leur statut socio-économique. Il n'est pas trop tard pour poser la question suivante :

quel est la nature des politiques proposées par l'ANC en vue de soutenir les luttes quotidiennes des femmes ?

La plate-forme de la campagne de l'ANC (le Programme de reconstruction et de développement, RDP) a fourni les directives politiques sur les questions du travail, de la terre, du logement, de l'eau, de l'électricité, des télécommunications, du transport, de l'environnement propre et hygiénique, de la nutrition, de la santé et du bien-être social comme programme prioritaire. Ces besoins élémentaires sont également d'une extrême importance pour la classe ouvrière, indépendamment même de l'égalité des sexes.

Depuis que les femmes noires ouvrières constituent la majorité des pauvres, les questions socio-économiques occupent une place grandissante pour les femmes des classes moyennes et particulièrement les Blanches. Pour la classe ouvrière féminine noire aussi bien les questions socio-économiques que politiques (violence, avortement et représentativité) sont critiques.

Le taux de pauvreté en Afrique du Sud varie dramatiquement selon la race et le sexe. Plus de 65 % des Noirs sont pauvres, mais seulement 0,7 % de Blancs le sont (SALDRU, 1995). 57 % des ménages les plus pauvres ont des femmes comme chef de famille, plus de 70 % de ces familles sont pauvres.

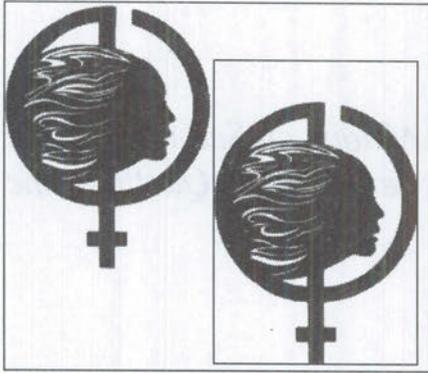
La part des femmes dans la main-d'œuvre adulte n'est que de 37 % et leur apport dans les ressources totales de l'ensemble des ménages n'est que de 30 %. La moitié des femmes noires sont au chômage, ce taux est respectivement de 9 % seule-

ment pour les femmes blanches et 34 % pour les hommes noirs.

Pour comprendre pourquoi ces statistiques décevantes sont encore valables, nous pouvons considérer 487 projets de travail public à court terme analysés par Valoodia (1996), dont l'objectif est d'assurer aux femmes au moins 40 % du travail. Le RDP (section 2.3) stipule que « le programme des emplois publics devrait maximiser la participation des femmes et des jeunes des ménages ruraux les plus pauvres ! Ce programme doit avoir des retombées socio-économiques importantes en favorisant surtout une production conforme aux besoins élémentaires des femmes, telles les crèches ». Ce type de projet est important pour générer rapidement des ressources et satisfaire facilement des besoins, mais ne constitue pas une solution pour la création d'emplois à plus long terme.

En pratique, néanmoins, les femmes ont accès à seulement 23 % du total des 908 091 **jours de travail** dans ces projets publics (selon une étude faite par CASE), en partie parce que le Département des travaux publics sous-traite une large part de ces fonds à des institutions comme le Independent Development Trust, qui de toute évidence ne privilégie pas les femmes.

Du reste, l'infrastructure dont l'importance est particulière pour elles ne leur est toujours pas accordée. Le gouvernement avait échoué à mettre en place un programme national de crèches, seulement environ 9 % des enfants entre 0 et 6 ans bénéficient de cette assistance. Un tiers de ces enfants est blanc et seulement 6 % sont noirs. Les



Blancs bénéficient également davantage que les Noirs des subventions aux crèches du Département de l'éducation.

Encore pire, la Lund Commission avait recommandé la réduction drastique du budget affecté à l'assistance pour les enfants dans la mesure où le gouvernement n'a pas suffisamment de moyens pour prendre en charge tous les groupes raciaux. Cela fragilisera davantage la position des femmes. La tendance à l'augmentation du nombre de femmes chef de famille signifie que beaucoup de femmes sont obligées de prendre en charge seules les coûts et la responsabilité des enfants.

Le manque de soutien aux femmes de la part du gouvernement sous forme d'assistance et de pensions pour les enfants a un impact sur l'érosion du niveau de vie de la classe ouvrière féminine noire.

Tant que les femmes restent privées économiquement et tant que leur égalité constitutionnelle formelle est sans traduction en termes socio-économiques et politiques, la nécessité d'un mouvement de femmes demeure d'actualité. Seule une société socialiste pourra générer des relations sociales éradiquant l'oppression des femmes.

En effet, la classe ouvrière féminine espère plus qu'une égalité avec ses frères de la même classe et ses sœurs de la classe moyenne. Elle aspire à une société où tous les vestiges du patriarcat et du chauvinisme mâle soient éradiqués. Elle désire une société où les fonctions de l'économie domestique soient supportées par les institutions de la société socialiste. La majeure partie de la transformation du travail domestique ne peut s'opérer que quand l'État assume les

ressources des institutions communales (maternité, garde d'enfant, jardins d'enfants, cantines, etc.). Seule une société socialiste est capable de garantir la libération spirituelle de la personne humaine et assurer le développement du potentiel de chacun et de chacune.

DE QUEL TYPE DE MOUVEMENT DE FEMMES AVONS-NOUS BESOIN ?

Comme la libération des femmes est liée au socialisme, l'avenir des femmes est attaché à la classe ouvrière. Seule une direction de femmes et d'hommes de la classe ouvrière est capable de militer en faveur d'une société socialiste. Des résistances persistent de la part des camarades hommes quant à l'éradication du patriarcat, la classe ouvrière féminine devrait s'efforcer de neutraliser ces tendances. Les travailleurs et les travailleuses font face aux mêmes patrons et au même État. Toutefois, en raison de la prédominance du patriarcat ainsi que la position occupée par les femmes dans la sphère de la production, les besoins des femmes sont supérieures à ceux des hommes. Le mouvement des femmes devrait ainsi assurer que des questions comme la prise en charge sociale des enfants, l'égalité des salaires soient des axes de lutte de toute la classe ouvrière.

Sans mouvement de femmes ces priorités ainsi que l'éradication de l'oppression des femmes seront reportées aux calendres grecques. Cela a été le cas aussi bien dans les démocraties bourgeoises que dans les sociétés socialistes. En Russie de 1913 à 1917, les femmes se sont organisées au sein d'un mouvement lié au parti bolchevik. Les Bolcheviks publiaient un journal pour les femmes, *Robotnitsa*, traitant amplement des questions des femmes y compris de l'assurance maternité, le travail des femmes, la protection de l'enfance, l'hygiène, les problèmes des travailleuses et de la famille, la journée des femmes et les droits électoraux pour les femmes. Avant 1917, durant la première Guerre mondiale, la participation des femmes au marché du travail avait substantiellement augmenté. En 1917, les travailleuses avaient participé amplement à plusieurs grèves et à la révolution.

Des acquis furent réalisés durant la révolution soviétique. Le code du mariage instaura l'égalité entre les époux ainsi qu'entre les enfants légitimes et naturels. La procédure de divorce fut simplifiée. Un décret légalisa l'avortement. Une infrastructure communale sociale fut établie. Le Parti bolchevik inaugura une campagne pour la mobilisation des femmes basée sur l'idée selon laquelle l'émancipation des femmes était irréalisable sans le communisme, et que le communisme

était impensable sans l'émancipation des femmes.

Toutefois, et sous l'effet d'une énorme pression, la NEP (Nouvelle Politique Economique) inaugurée à partir de 1921 remettra en cause plusieurs de ces acquis. La hausse du chômage ainsi que le désengagement progressif de l'État sur la question de l'infrastructure social engendrant une diminution substantielle du nombre des femmes employées et par là-même leur retour aux tâches domestiques esclavagistes (Cliff, 1987). La leçon-clé de la révolution russe est que les femmes doivent prendre en charge leurs questions spécifiques. Les travailleuses doivent militer sans répit pour leurs droits et en défenses de leurs acquis.

Actuellement en Afrique du Sud, le climat politique demeure favorable aux femmes luttant pour leurs droits. L'égalité postulée par la constitution transitoire et les clauses sur l'action affirmative fournissent un cadre légal adéquat. Les décrets du gouvernement stipulant l'égalité sur les lieux de travail et le droit à l'avortement constituent des acquis indéniables. Les structures gouvernementales pour la promotion des femmes sont composées de l'Office pour les statuts des femmes (Office for the Statuts of Women), la Commission pour l'égalité entre les sexes (Commission for Gender Equality) et la Commission pour les droits humains (Human Rights Commission). Le mouvement de femmes doit s'inscrire et se construire dans le cadre de ces avancées.

QUEL ROLE POUR LES FEMMES DE LA CLASSE MOYENNE ?

Les femmes de la classe moyenne, en particulier les Blanches, donnent la priorité à la question de l'égalité dans le cadre politique capitaliste, au détriment des questions socio-économiques et du socialisme. La direction du mouvement des femmes attachée à la classe ouvrière doit établir des alliances avec les organisations des classes moyennes sur des questions spécifiques.

Par exemple, la campagne en faveur de l'IVG menée par la direction de la Cosatu avait offert cette possibilité à l'intérieur et à l'extérieur de la fédération. Le droit des femmes à l'avortement concerne spécialement les travailleuses noires exposées très souvent à la mort ou aux accidents à l'occasion des IVG clandestines. Toutefois, le mouvement pour le libre choix était dominé par le Comité parlementaire de santé ainsi que l'Alliance pour les droits de reproduction (dont la Cosatu est membre), qui mettent l'accent sur le rôle des femmes des classes moyennes. L'intervention femme de la Cosatu s'était limitée à attendre les réunions et à se soumettre au parlement. Les structures femmes de la Cosatu avaient

échoué dans la mobilisation de leurs membres autour de la question du droit à l'avortement. En effet, le Comité exécutif de la Cosatu n'avait pas réussi à soulever la question malgré le fait que l'IVG a retenu l'attention des médias pendant un certain temps. Néanmoins, et en raison de la majorité dont bénéficie l'ANC au sein du parlement, la loi sur l'avortement a été votée. Ainsi, la Cosatu a manqué l'occasion de mobiliser toutes les femmes sous la bannière de la classe ouvrière.

PLUSIEURS POSSIBILITÉS S'OFFRENT à la classe ouvrière féminine pour jouer un rôle important. La troisième Conférence nationale de femmes de la Cosatu qui s'est tenue début 1996 a présenté trois orientations stratégiques pour la construction du mouvement : le mouvement national des femmes doit être dirigé par la classe ouvrière, la Conférence nationale des femmes doit se transformer en une structure basée sur la classe ouvrière, le mouvement national des femmes doit se mobiliser autour des questions centrales. Le document final affirme que les femmes ne « peuvent pas seules faire le lien entre les dimensions constitutionnelle, exécutive et législative de la lutte pour l'égalité », et il conclut « la fin de l'oppression des femmes est l'œuvre de la lutte des femmes, des hommes, des familles et de toutes les structures et institutions de la société. »

Les trois scénarios qui ont émergé de la Conférence sont :

- 1- celui de la fraternité, impliquant une organisation nationale pour toutes les femmes, basée sur le fait que les revendications des femmes sont relativement homogènes ;
- 2- la restructuration du mouvement des femmes, en différentes organisations et groupes ;
- 3- le développement d'un mouvement organique de femmes à travers les luttes et des campagnes bien orientés.

Le département pour l'égalité des sexes (Gender Department) du Parti communiste sud-africain (SACP) soutient la perspective de la construction d'un mouvement de femmes à travers la lutte. Son rejet du « scénario de la fraternité » sur le fait que les divisions de classe, race et sexe sont imbriquées est équivalent à un rejet de la Conférence nationale de femmes telle qu'elle existe aujourd'hui. La position selon laquelle il faudrait que les femmes s'organisent autour des questions qui les touchent directement, signifie que le mouvement de femmes devrait se construire autour des questions brûlantes actuelles.

Du fait que le mouvement syndical constitue la partie la plus organisée de la classe ouvrière, il est impératif que les femmes syndicalistes soient le fer de lance

du mouvement des femmes. Il est évident qu'organisationnellement, la Cosatu, afin de diriger les revendications des travailleuses noires, devrait se renforcer. Pour accomplir cet objectif les structures « femmes » de la Cosatu sont appelées à jouer un double rôle. D'abord, œuvrer inlassablement avec la fédération pour mettre les questions de l'égalité à l'ordre du jour. Ensuite, initier et diriger les organisations à l'extérieur du mouvement syndical pour la lutte pour la libération des femmes. Ces deux tâches sont entrelacées. Etant donné que les structures « femmes » se sont renforcées avec la Cosatu, cela suppose que les femmes de la Cosatu sont préparées à diriger la lutte à l'extérieur de la confédération. Inversement, la mobilisation des femmes de la Cosatu à l'extérieur pourrait dynamiser la confédération.

Toutefois, les femmes de la Cosatu ont prouvé rapidement leur habileté à diriger les luttes à l'intérieur de la fédération. Durant les années 80, le CWIU s'est engagé avec succès dans une série de grève contre la discrimination salariale. Durant la même période, les travailleurs de SACCAWU ont dirigé des grèves pour une augmentation salariale. Au début des années 90 et au cours de l'année 1996, les travailleurs de SACTWU ont fait grève pour des salaires plus élevés. La sous-commission nationale des femmes de la Cosatu a joué un rôle dirigeant pour l'adoption par le CEC d'un code sur la question du harcèlement sexuel.

LA RÉOLUTION ADOPTÉE PAR LA COSATU sur la question des femmes appelle à la mise en place d'une coordination nationale.

Néanmoins, certaines résolutions n'ont pas été prises. Ainsi, une importante résolution sur la sous-représentation des femmes dans les organes dirigeants de la confédération a été négligée. Pour ne citer que l'évolution de la participation des femmes dans trois importantes centrales syndicales depuis 1994 : la représentativité dans le SACCAWU demeure à 33 % au niveau de la direction nationale, au sein de la SACTWU le taux est passé de 33 % à 13 % et a augmenté de 20 à 27 % pour le cas de la SADTU. Dans trois sections de la Cosatu les femmes ne sont pas présentes au niveau de la direction nationale. Cela résulte en partie du fait que les femmes de la Cosatu se sont battues pour mettre à l'ordre du jour la question femme.

Le point critique est que les femmes ne peuvent faire aboutir leur revendications que par leurs propres luttes. Au sein du mouvement syndical et en raison de la domination mâle, les femmes sont obligées de mener des batailles contre la discrimination exercée par leurs camarades hommes (et souvent les camarades femmes également).



L'oppression des femmes sous le capitalisme (avec particulièrement une pauvreté extrême dont sont victimes les femmes de la classe ouvrière noire) confirme le besoin d'un mouvement de femmes doué d'une conscience de classe.

L'échec du gouvernement de l'ANC à prendre en charge une série de question en faveur des femmes confirme la nécessité d'un mouvement de femmes luttant pour le socialisme sous une direction de classe. Cosatu de par le rôle qu'elle joue en tant que la plus importante organisation de la classe ouvrière occupe la première place critique dans la direction d'une alliance tripartite (classe, race et sexe).



La pensée unique sexiste

Le plein emploi et le contrat de travail à durée indéterminée seraient la nouvelle utopie. Gouvernement et patronat, nous ramenant cent ans en arrière, déclarent le chômage et la précarité indépassables. L'application des critères de convergence de l'Europe de Maastricht ne fait que renforcer cette logique. En France, on compte dix millions de chômeurs, de précaires et d'exclus. Les femmes sont toujours et encore en première ligne.

Par Myosotis Walner

MALGRÉ LA VOLONTÉ PERSISTANTE des femmes de rester sur le marché du travail, leur droit à l'emploi est régulièrement remis en cause. En période de crise économique, les vieux démons réactionnaires, contre les femmes « voleuses d'emploi », resurgissent.

Toutes les tentatives, explicites ou déguisées, de salaire maternel pour les exclure du salariat n'ont pas inversé la tendance, mais jusqu'à quand ? Déjà, l'application de l'Aide parentale d'éducation (APE) a fait baisser, de manière inquiétante, le taux d'activité des mères ayant eu un deuxième enfant, de 75 % à 45 %.

En 1995, la France comptait 11,5 millions de femmes actives et 14 millions d'hommes. Cette augmentation spectaculaire de 5 millions pour les femmes depuis le début des années 60, date de l'expansion du tertiaire. Mais ce secteur, où les femmes sont traditionnellement concentrées, se voit aujourd'hui « rattrapé » par la vague du chômage et de la précarité.

Sous couvert de la généralisation du chômage et de la précarité, le silence consensuel concernant les femmes est révélateur d'une pensée unique qui gomme notre existence pour mieux la dominer.

Il n'est jamais inutile de réaffirmer qu'aujourd'hui comme hier, la situation sociale des femmes n'est pas la simple résultante d'inégalités, mais l'expression d'un rapport global de domination et d'oppression d'un sexe sur l'autre que le capitalisme a toujours su utiliser à son profit.

CHOMEUSE, PRÉCAIRE, COMME MA MÈRE !

Les femmes représentent en France, entre 52 % et 58 % des chômeurs, selon les différents critères d'évaluation des statistiques officielles. Les modes de calcul officiels sont d'ailleurs sujets à caution dans la mesure où ils ne font état publiquement que des personnes sans aucun emploi et à la recherche d'un temps plein, laissant dans l'ombre tous les autres cas de figure. Les femmes ont davantage d'ancienneté dans le chômage que les hommes, en mars 1994 près de 600 000 femmes étaient au chômage depuis plus d'un an, contre 500 000 hommes. Ce que reflète la moyenne européenne, bien que des caractéristiques inverses existent dans certains pays (Irlande, Allemagne). Margaret Maruani, sociologue, parle à juste titre de « sur-chômage » féminin (1). Les catégories les plus touchées sont les ouvrières et les employées qui ont respectivement un taux de chômage de 20,8 % et de 15,7 %. Même avec un diplôme tel qu'un CAP, elles sont 15 % de chômeuses contre 10 % de chômeurs. Les jeunes femmes n'échappent pas à la règle avec un taux de chômage de 32 % contre 23 % pour les jeunes hommes, le taux de l'ensemble des jeunes de moins de 25 ans étant de 27 %.

Outre les attaques patronales et les politiques gouvernementales (y compris sous la gauche) de déréglementation, de flexibilité du travail, on assiste à un regain de l'offensive idéologique sur le temps partiel. Depuis les premières lois initiatrices du début des années 80 jusqu'à la loi quinquennale de



1993 et l'accord du 31 octobre 1995 sur l'annualisation et la flexibilité du temps de travail, l'extension du temps partiel ne fait que s'aggraver (2). Les Pays-Bas et la Grande-Bretagne seraient les « modèles » de résorption du chômage par le temps partiel. Subi plutôt que choisi, comme partout ailleurs en Europe, les femmes se voient condamnées au temps partiel, pendant que la pénurie d'infrastructures pour les enfants est organisée.

Le temps partiel ce n'est rien d'autre que du chômage partiel, un salaire partiel voire un salaire proche du RMI ; les femmes qui représentent 85 % des personnes travaillant ainsi, le savent pertinemment. Plus de la moitié des femmes à temps partiel sont des employées et les branches les plus touchées sont les services, le commerce, l'hôtellerie, la restauration. Ce qui n'empêche pas les employeurs de leur proposer des heures supplémentaires afin de répondre aux variations saisonnières et en jouant ainsi sur la nécessité pour elles de gagner davantage.

Les jeunes femmes, toutes professions confondues, sont également davantage touchées par le temps partiel avec un taux de 29 % contre 12 % pour les jeunes hommes.

Dans la fonction publique, le mercredi libre pris principalement par les femmes, n'est certes pas imposé comme dans le secteur privé, mais il confirme néanmoins la division des rôles. Le taux de temps partiel est plus fort, avec 25 %, dans la plus basse catégorie « C » que dans les catégories « A » et « B » où il est de 10 %.

1) L'emploi féminin à l'ombre du chômage, in Actes de la Recherche en sciences sociales, n°115, décembre 1996.

2) Cahiers du féminisme 1996, n°77

Le développement des contrats à durée déterminée (CDD) n'est pas quant à lui spécifiquement circonscrit aux femmes, mais l'étude de la DARES (Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques) de décembre 1995 sur la situation de l'emploi dans 84 métiers permet cependant d'affiner l'analyse.

Les chiffres officiels de mars 1995 démontrent que les CDD représentent 70 % des embauches et 56,4 % des départs. La précarité s'aggrave encore puisque les CDD de moins d'un mois ont augmenté de 39,8% en un an, ceux entre un mois et six mois augmentent de 20,6 %, alors que les plus de six mois baissent de 8 %.

Ainsi, même si le nombre d'emplois de caissier(e)s, et employé(e)s de libre-service, occupés principalement par les jeunes femmes de moins de trente ans, a augmenté de 40 % entre 1982 et 1990, le taux de chômage y est de 17 % et reste supérieur à la moyenne. Les taux d'entrée et de sortie d'emploi (CDI et CDD ensemble) sont environ trois fois supérieurs aux autres métiers.

La catégorie des employé(e)s de maison (180 000 actifs), où les femmes de plus de quarante ans sont majoritaires, a perdu pour sa part 13 % d'emplois pendant cette même décennie. Malgré une hausse en 1992, le taux de chômage atteint 16 %, avec un taux important de chômage longue durée.

La vente et le secrétariat sont également particulièrement touchés. Outre que le taux de demandeurs d'emplois de moins de 25 ans dans ces secteurs soit supérieur à la moyenne, les jeunes femmes, comme leurs aînées, sont davantage pénalisées par le temps partiel que les jeunes hommes.

Par ailleurs, les garçons se retrouvent davantage sous contrat de formation en alternance (contrat de qualification notamment), alors que les jeunes filles se voient proposer des CES (contrat emploi solidarité) qui n'incluent aucune formation.

L'indépendance financière des femmes déjà mise à mal par les discriminations salariales, s'aggrave en période de chômage.

Les chiffres de mars 1996 font apparaître que sur 2,2 millions de chômeurs(euses) indemnisés en AUD (allocation unique dégressive) ou en ASS (allocation spécifique de solidarité), la moitié, soit 48,8 %, touche moins de 3 000F par mois. Et la proportion de chômeurs vivant avec moins de 5 000F est toujours de 82 %. Par ailleurs, 43,6 % des personnes au chômage n'ont aucune allocation. En décembre 1995, sur un total de 850 000 chômeurs de 18 à 25 ans, 550 000 ne disposaient d'aucune allocation. Les jeunes filles, en rupture familiale, voient leurs conditions de vie dégradées car elles sont moins indemnisées. Ce qui est d'ailleurs le cas des femmes en général puisque la différence de couverture avec les hommes est de 7,3 points. Ceci est particulièrement marqué pour la tranche d'âge 30/39 ans, un homme sur deux ne touche pas l'AUD contre 60 % de femmes.

Tout concourt à l'appauvrissement des femmes (notamment avec le développement des familles monoparentales, majoritairement composées de femme seule avec enfants) : le maintien du système de dégressivité de l'AUD de 17 % tous les six mois depuis le dernier accord UNEDIC (au lieu de quatre mois auparavant), le mode de calcul sur l'ancienneté au travail et les salaires antérieurs, la condition d'avoir travaillé quatre mois dans les huit derniers mois pour avoir droit à l'AUD, l'accroissement de la précarité notamment avec l'inflation des CDD à moins d'un mois, etc.

Faute de moyens pour payer la crèche et la cantine, les femmes se retrouvent une fois de plus en charge des enfants, et de ce fait sont moins disponibles que les hommes pour toutes les démarches de recherche d'emplois.

LEUR RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ET LA NOTRE

Face au chômage et à la précarité, la revendication majeure des 32 heures sans perte de salaire et avec embauches correspondantes, est singulièrement primordiale pour les femmes. La création en nombre suffisant d'équipements collectifs pour la petite enfance, afin que le temps libre dégagé ne renforce pas le non partage des tâches domestiques et éducatives, est un corollaire indispensable.

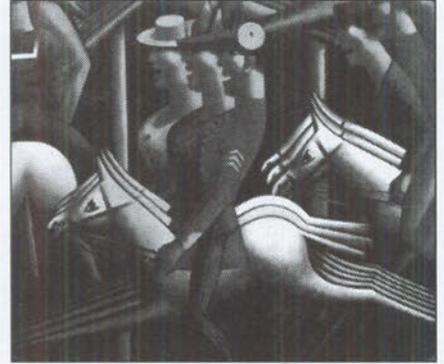
Depuis 1992, la majorité des accords porte davantage sur l'aménagement du temps de travail que sur sa réduction. Le résultat est tout bénéfique pour le patronat : annualisation, flexibilité, temps partiel, baisse des rémunérations et cumul des exonérations des charges patronales. Et la stratégie vis-à-vis des femmes, relayée parfois par les syndicats, est évidemment de les inciter à prendre le temps partiel, « choix » qui n'en est pas un pour toutes les raisons qui tiennent une fois de plus à leur statut social (3).

L'accord EDF du 20 janvier 1997 sur les 32h, outre l'absence de création d'emplois et une perte de salaire de 900F en moyenne, est encore un exemple de flexibilité forcée dont les femmes, avec l'objectif de 12 000 personnes « volontaires » pour le temps partiel, vont faire les frais.

La loi de Robien de juin 1996 oblige certes à une application proportionnelle entre la réduction de la durée du travail et les embauches ou le maintien des emplois, mais ne protège en rien les salarié(e)s contre la flexibilité. Les femmes ont donc toutes les raisons de rester vigilantes.

DE MARS À JUIN, ON LEVE LE POING

Massivement présentes lors du mouvement de décembre 1995 (4), elles le furent encore dernièrement dans le conflit du Crédit foncier. Même dans les luttes de petites entreprises qui ne font pas la une des médias, comme à la société Maryflo (Bre-



tagne), elles obtiennent le limogeage d'un directeur dont le comportement ordurier et despotique avait déclenché une grève illimitée.

Militantes déterminées dans les mouvements contre le chômage et les exclusions, tel qu'AC ! (Agir ensemble contre le chômage), elles ont été de toutes les occupations des ASSEDIC (organismes payeurs des allocations) et des ANPE (Agence nationale pour l'emploi) qui se sont déroulées ces derniers mois. Elles sont tout autant actives dans les luttes des sans papiers, et des sans logis.

Elles seront encore là lors de la Marche européenne contre le chômage et les exclusions qui se déroulera d'avril à juin 1997 (5).

Féministes, syndicalistes, chercheuses, militantes associatives ou politiques, portées par le succès de la manifestation pour les droits des femmes du 25 novembre 1995, elles organisent la résistance la plus large possible. Les Assises des 14 et 15 mars 1997, portant sur l'ensemble des droits des femmes, ont l'ambition de construire des initiatives unitaires afin de riposter aux attaques des fascistes, des catholiques intégristes, mais aussi de battre en brèche les politiques gouvernementales et patronales remettant en cause le droit à l'emploi des femmes.



3) Cahiers du féminisme 1995, n° 71/72.

4) Cahiers du féminisme 1996, n° 75/76.

5) Inprecor, n°410, février 1997.

A lire : Données et arguments d'AC I, N°1 et N°2, Syllepse, Paris.

Hommes/Femmes, l'Introuvable égalité, de A. Bihl et R. Pfefferkorn, Les éditions de l'Atelier.

« Twese Hamwe », toutes ensemble pour la paix

Par Sabra Martin

LES FEMMES CONSTITUENT environ 70 % de la population au Rwanda, situation unique au monde. Elles représentent une force de changement décisive sans laquelle aucune action d'envergure nationale ne peut se faire. Confinées dans un système traditionnel d'inégalité avec un statut social inférieur, elles furent victimes de violences spécifiques (50 000 viols perpétrés pendant le génocide). Ces femmes ont rassemblé leur courage et uni leurs forces pour constituer un collectif nommé « Pro-femmes, Twese Hamwe » (toutes ensemble). Formé de 35 ONG, Toutes ensemble, rescapées du génocide et des massacres, femmes rapatriées après de longues années d'exil, femmes victimes de viols et autres sévices corporels et psychologiques, veuves ou abandonnées, se sont levées pour s'engager autour d'un programme national baptisé « Campagne action pour la paix ».

Le collectif Pro-femmes Twese Hamwe, se présente comme un cadre de concertation et de coordination afin de « *conjuguer les efforts pour opérer des changements indispensables dans le but d'éradiquer toute forme de discrimination à l'égard de la femme ; faciliter les échanges entre les différentes associations membres et promouvoir le partenariat avec les organismes œuvrant pour la promotion de la femme ; renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles des associations Pro-femmes, Twese Hamwe ; promouvoir la paix et le développement du pays notamment à travers la Campagne Action pour la paix.* »

Les objectifs de cette action pour la paix sont de :

- renforcer le pouvoir et le rôle de la femme dans la société rwandaise ;
- promouvoir une culture de paix dans la société nationale, régionale et internatio-

nale. Une des premières manifestations de la Campagne action pour la paix pour que le génocide de 1994 ne puisse se reproduire dans d'autres pays africains, est l'organisation par le Collectif Pro-femmes, Twese Hamwe, le Comité national consultatif pour la femme (CNCF) et le Ministère de la famille et de la promotion de la femme (MIFAPROFE), d'une Conférence panafricaine de « Paix, genre et développement » qui se tiendra à Kigali-Rwanda du 1 au 3 mars 1997.

Première du genre, cette conférence vise

**Pour tout contact : Pro-femmes, Twese Hamwe, C/O,
BP 1049 Kigali
Tel : 250 75619 ;
Fax : 250 74671**

à : « amener les Africains, et plus particulièrement les Africaines, à discuter sur le sort de leur Continent aujourd'hui marginalisé du fait de ses multiples conflits armés internes, son extrême pauvreté et l'incapacité de ses populations à atteindre un développement durable. En effet, la qualité de la vie des populations s'est fortement dégradée, le PNB par habitant en Afrique subsaharienne a diminué de presque 10 % entre 1980 et 1990, les prix mondiaux des produits d'exportation (café, thé, cacao, coton, etc.) ont chuté de 50 %. La population actuelle des réfugiés en Afrique est estimée à 7 millions sur un total mondial de 20 millions, sans compter qu'il y a 25 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, plus de 80 % étant des femmes et des enfants. »

L'importance de cette conférence réside dans le fait qu'elle met l'accent sur l'intégration sous-régionale et régionale dans le maintien d'une paix et d'un développement durable basé sur la justice sociale.

Tels qu'ils sont présentés dans le document officiel de la conférence, les objectifs de ces trois jours de débats sont :

« ► *promouvoir une conscience panafricaine pour la paix, le développement et l'égalité des sexes en faisant référence à l'expérience rwandaise ;*

► *définir le rôle participatif de la femme africaine, dans la prévention, la résolution des conflits, le maintien de la cohésion sociale et dans les efforts de reconstruction des pays sortant de conflits ;*

► *renforcer les liens entre différents partenaires, à savoir, les Gouvernements, la société civile, la communauté internationale et le secteur privé, en vue de soutenir la pleine participation de la femme dans le processus de recherche de la paix et du développement ;*

► *renforcer l'esprit de solidarité et d'entraide entre les pays africains surtout dans des circonstances difficiles et resserrer les liens du continent avec la communauté internationale ;*

► *identifier les grandes causes communes des conflits dans la perspective de mieux les comprendre et d'élaborer des mécanismes pour une paix durable en Afrique, fondée sur la participation de tous au développement économique, culturel, politique et social. »*

★

Défendons les droits des femmes !

DOSSIER :
FRANCE, ASSISES
NATIONALES

Par Nadine Gèze

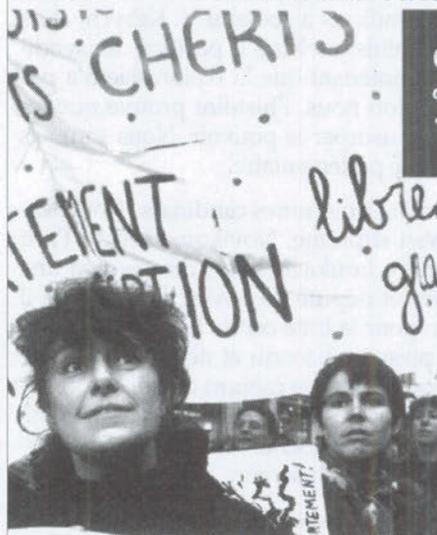


Les droits fondamentaux des femmes sont partie

Assises Nationales
pour les droits des Femmes



indivisible des droits de la Personne Humaine et de



C'EST DANS UN CONTEXTE très particulier qu'à l'initiative de la CADAC (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception), plus de 150 associations, organisations, syndicats et partis avaient décidé d'organiser une manifestation pour les droits des femmes le 25 novembre 1995. Depuis plus de trois ans, les commandos anti-IVG multipliaient leurs attaques parfois violentes — certains opposants à l'avortement n'hésitant pas à s'enchaîner aux tables d'opérations et à stériliser le matériel chirurgical —, les discours sur la nécessité d'un ordre moral privilégiant la famille et le rôle traditionnel des femmes gardiennes du foyer devenaient de plus en plus prégnants (cf. Le Pen, de Villiers, mais aussi le rapport officiel sur la famille), enfin, la situation des femmes dans le travail ne cessait pas, pour une grande part d'entre elles, de se dégrader (chômage, précarité, conditions de travail de plus en plus insupportables, etc.). Le 25 novembre 1995, plus de 40 000 personnes étaient descendues dans la rue.

Devant un tel succès, les organisatrices et organisateurs ne pouvaient en rester là. Ils ont décidé d'organiser des Assises nationales pour les droits des femmes les 15 et 16 mars 1997. L'objectif est de rendre visible la situation faite aux femmes et de dégager des axes de lutte pour les années qui viennent. Objectif ambitieux puisqu'il s'agit de faire se rencontrer, travailler et élaborer ensemble des forces et des individus aux parcours très différents, ayant parfois entretenu dans le passé des rapports conflictuels. En effet, se retrouvent pour la deuxième fois dans un projet commun, les syndicalistes SUD, FSU, CGT, une partie de la CFDT (uniquement CFDT-tous ensemble), PC, PS (faiblement investi, il faut le reconnaître), Verts, LCR, Mouvement français pour le planning familial, associations féminines et féministes. Pari risqué mais qui est en passe d'être tenu. Des assises régionales

se sont déjà déroulées en province (Lille, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Rouen, etc.). Sept commissions ont fonctionné très régulièrement et doivent animer les assises autour des thèmes suivants : Elles choisissent ; Femmes dans la vie publique ; Violences faites aux femmes ; Pauvreté, précarité immigration ; Citoyenneté, laïcité ordre moral ; Droit au travail ; Famille et politiques familiales ; International ; Carrefour lesbien.

CERTAINS THEMES SONT PLUS maîtrisés et plus consensuels que d'autres, comme le droit à l'avortement et à la contraception ou les violences envers les femmes, parce qu'il y a déjà eu réflexion et actions communes. D'autres ont entraîné des débats plus vifs, comme le thème de la parité et de la représentation des femmes en politique ou la question du travail où les réponses sont nombreuses et pas forcément immédiates à mettre en œuvre si les forces syndicales ne s'engagent pas à fond.

Une chose est certaine, cette confrontation enrichissante ne peut s'arrêter après les assises et ces deux ans de travail commun doivent déboucher sur des actions communes. Il serait dommage d'en rester là alors que des échéances politiques sont en vue (élections législatives en 1998) ou que des échéances sociales ne manqueront pas de se produire compte tenu de la dégradation de la situation politique et économique. A suivre donc.

Pour tout renseignement, s'adresser au Secrétariat du Collectif national pour les droits des femmes, C/O CADAC.

21 ter, rue Voltaire - 75 011 Paris

Tel/Fax : 01 3 56 36 48

Tel : 01 43 56 36 44

Fax : 01 43 72 15 77

Le 18 Brumaire d'Alexandre Loukachenko

En novembre 1996 le président Alexandre Loukachenko avait imposé un référendum visant à amender la constitution : selon lui, 84 % des électeurs ont participé au vote et 70,5 % se sont exprimés en faveur du changement, alors qu'en fait les garanties nécessaires pour un déroulement démocratique n'avaient absolument pas existé. Après le référendum, Loukachenko avait mis sur pied un nouveau parlement comprenant 110 anciens députés ayant reconnu les résultats officiels. Ce parlement a décidé de dissoudre le Soviet suprême. De nouvelles élections ont eu lieu le 28 décembre : les députés ont été choisis par les soviets locaux, toutes les candidatures ayant été préalablement approuvées par Loukachenko. En fait, à la suite de l'adoption de la nouvelle constitution, le parlement biélorusse n'est plus qu'un organe consultatif.

Par Vladimir Chimanovitch

L'OPPOSITION CONTINUE de représenter une coalition assez étrange, composée de syndicalistes, communistes démocratiques, sociaux-démocrates et nationalistes libéraux pro-occidentaux. De 50 à 60 députés de l'ancien Soviet suprême ont continué à se réunir. Les gouvernements occidentaux sont généralement favorables à l'opposition.

L'auteur de cet article, Vladimir Igorevitch Chimanovitch, est membre du Présidium du syndicat biélorusse de l'automobile et de la construction de machines agricoles et vice-président du Parti du travail.

Le 15 mars 1994, après deux ans et demi de discussion, le Soviet suprême de Biélorussie avait adopté une nouvelle constitution instituant une république présidentielle. Auparavant, le pouvoir politique était partagé entre le Conseil des ministres, le Soviet suprême et le pouvoir judiciaire (même si, à vrai dire, un pouvoir judiciaire indépendant n'existait pas à l'époque, pas plus qu'aujourd'hui).



Démocratie, pluralisme, glasnost.

Les élections présidentielles ont eu lieu dans la même année 1994. La Fédération des syndicats a soutenu V. Kebych, alors président du Conseil des ministres. Mais la position des syndicats était alors et reste maintenant que la Biélorussie n'a pas besoin d'un président. Selon nous, l'histoire prouve que les présidents ont tendance à usurper le pouvoir. Nous sommes favorables à une république parlementaire.

A PART KEBYCH, il y avait trois autres candidats : Chuchkevitch, président du Soviet suprême, Novikov, chef du Parti communiste, et Alexandre Loukachenko, directeur d'une entreprise agricole d'État et député au Soviet suprême où il présidait la Commission pour la lutte contre la corruption. En réalité, ce dernier était presque inconnu et ne jouissait d'une certaine considération que grâce à un rapport contre la corruption, qui pourtant n'abordait pas le niveau gouvernemental. Son élection à la présidence a représenté plus un rejet du gouvernement sortant qu'un vote en sa faveur.

Loukachenko s'était engagé à respecter la constitution, mais

assez vite il a commencé à prétendre que cette constitution lui donnait les pouvoirs d'un tsar et qu'il était autorisé à gérer l'État sans opposition. Sa principale promesse électorale avait été celle de « faire marcher les entreprises ». Est-ce qu'elles ont commencé à marcher depuis lors ? Au moment de son élection, 12 % des entreprises ne fonctionnaient pas ; aujourd'hui, elles sont 40 % mais les ouvriers continuent à être payés. En fait, à l'époque de l'Union soviétique on avait accumulé des devises fortes et maintenant ces devises sont utilisées. Nous sommes en train de ronger les bases d'une reconstruction future.

LOUKACHENKO AVAIT AUSSI FAIT CAMPAGNE en mettant en épingle la qualité des membres de son futur cabinet qui inclurait des experts juristes, des économistes, etc. et une série d'énergiques jeunes pragmatistes. Mais ceux-ci ont démissionné en l'espace de six mois. Loukachenko s'est donc retrouvé avec des fonctionnaires qui avaient travaillé sous Kebych de même qu'avec des gens avec lesquels il avait travaillé dans sa région natale de Chlovsck. Ainsi, le directeur d'une banque d'épargne locale est devenu directeur de la plus grande banque d'État du pays et un ancien économiste de son entreprise agricole a été choisi comme président de l'administration économique.

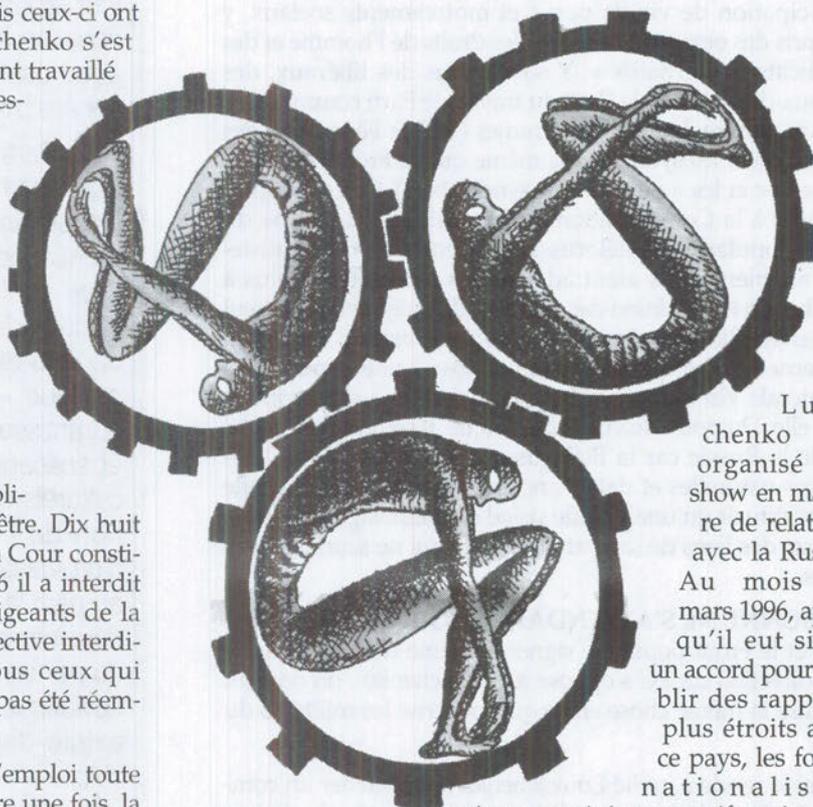
Une autre promesse électorale avait été de garantir l'égalité de droits devant la loi, la liberté de la presse, etc. Il lui suffira de six mois pour oublier cette promesse. Il a commencé par ignorer la loi ou plutôt à distinguer les « bonnes » lois, qu'on devait appliquer, des « mauvaises », qui ne devaient pas l'être. Dix huit parmi ses décrets ont été déclarés illégaux par la Cour constitutionnelle. Par exemple, au cours de l'été 1996 il a interdit une grève du Métro à Minsk, licencié les dirigeants de la grève et dissous le syndicat. Il a envoyé une directive interdisant aux entreprises d'État d'embaucher tous ceux qui avaient fait grève, la plupart d'entre eux n'ont pas été réembauchés jusqu'à maintenant.

Un autre décret excluait automatiquement de l'emploi toute personne ayant atteint l'âge de la retraite. Encore une fois, la Cour constitutionnelle déclarait cette décision illégale. Le président réagit en la modifiant légèrement, c'est-à-dire en prolongeant les contrats de deux ans, mais sans droit automatique de renouvellement, ce qui est aussi inconstitutionnel. Un dernier exemple de décret illégal : la suppression de l'élection des gouvernements locaux, désormais désignés par Loukachenko lui-même qui nomme également les juges. Cette procédure est légale : il s'agit d'une erreur de la Constitution, qui, en revanche, garantit l'indépendance de la magistrature. La constitution prévoit aussi la séparation des pouvoirs, alors qu'en fait ils sont désormais concentrés dans les mains de Loukachenko. Des 12 membres que celui-ci a désignés pour la Cour constitutionnelle, 10 ont été confirmés. Mais aussitôt que la Cour a annulé un de ses décrets, il l'a dénoncée comme étant un bastion de l'opposition et ordonné au pouvoir exécutif à tous les niveaux de n'obéir qu'aux décrets émanant de lui.

La menace de dictature et de perte des droits civils est donc bien réelle. La Biélorussie a désormais des procès et des prisonniers politiques. Des gens ont été arrêtés et battus au

cours de manifestations et certains ont été détenus pendant plusieurs mois. Il y a eu des procès à huit clos. Certains se sont enfuis en Russie et en Bulgarie.

Le président contrôle les médias : sinon directement les journaux tout au moins les imprimeries. Le résultat est que tous les journaux et publications non étatiques et libres sont imprimés soit illégalement soit en dehors du pays. Loukachenko contrôle la radio et la télévision de l'État. Le seul canal de télévision biélorusse n'exprime que le point de vue du gouvernement. Ni le président du parlement ni les dirigeants des partis et des syndicats n'ont accès aux médias électroniques.



Loukachenko a organisé un show en matière de relations avec la Russie. Au mois de mars 1996, après qu'il eut signé un accord pour établir des rapports plus étroits avec ce pays, les forces nationalistes

avaient organisé une manifestation qui fut violemment dispersée : une campagne de terreur présidentielle était lancée contre les participants.

LES ENSEIGNANTS ONT PEUR DE CRITIQUER le gouvernement. Loukachenko nomme les doyens des instituts d'éducation supérieure. Il a nommé, entre autres, à la direction de l'Université d'État l'un de ses fidèles, un homme qui sous l'ancien régime avait été destitué en tant que responsable de plagiat et avait été chassé par les étudiants pour son incompétence. Les enseignants qui encouragent la diffusion de la langue et de la culture biélorusse sont l'objet de persécutions et les écoles où l'on enseigne la langue biélorusse sont en train d'être fermées. Loukachenko est plus russophile qu'Eltsine et est allé jusqu'à déclarer que, s'il n'était pas né en Biélorussie, il présenterait sa candidature à la présidence de la Russie.

Comme on le sait, il a lancé un référendum pour amender la constitution. En réalité, son but était d'introduire une nouvelle constitution lui permettant de promulguer lui-même

les lois, de prolonger son mandat jusqu'en 2001, d'interdire les grèves, de nommer un tiers des députés d'une nouvelle chambre de même que les juges de la Cour suprême, de la Cour suprême économique, tous les juges de niveau inférieur et la majorité des juges de la Cour constitutionnelle. Il aura ainsi institué un quatrième pouvoir, supérieur à tous les autres. Un autre amendement revient à mettre hors la loi les organisations qui encourageraient le désordre social : il pourrait être utilisé pour supprimer les syndicats.

Tous les partis plus ou moins importants, les syndicats, les organisations et les mouvements sociaux de toutes sensibilités politiques se sont unis contre le président. Sept partis ont lancé un appel à la population contre ses agissements et ses desseins dictatoriaux. Ils ont formé une Table ronde avec la participation de vingt partis et mouvements sociaux, y compris des organisations pour les droits de l'homme et des syndicats « alternatifs ». Y sont inclus des libéraux, des sociaux-démocrates, le Parti du travail, le Parti communiste, le Parti agraire, le Parti des femmes (lié à la Fédération des syndicats) et les syndicats de même que le Front populaire biélorusse et les « nouveaux » syndicats (1). Ceux-ci appartiennent à la Confédération du Travail qui est proche du Front populaire de Biélorussie d'orientation nationaliste-libérale bien qu'ils aient adopté des orientations plus à gauche. En fait, l'Union des mineurs de Soligorsk est le seul de ces syndicats qui fonctionne effectivement. En ce qui concerne le Front populaire, il s'oppose à une dépendance unilatérale vis-à-vis de la Russie, mais non à des rapports avec elle. Du point de vue économique, il serait fou de s'isoler de la Russie car la Biélorussie ne dispose pas de ressources naturelles et dans l'ancienne Union soviétique elle ne constituait qu'une grande usine d'assemblage. En outre, il existe des liens de sang et de famille qui ne sauraient être brisés.

PERSONNE NE S'ATTENDAIT À VOIR le Parti communiste et le Front populaire signer le même document. Mais si la direction du PC s'oppose à Loukachenko, on ne peut pas dire la même chose en ce qui concerne les militants du rang.

La Table ronde a invité Loukachenko à rechercher un compromis. La polarisation politique était en train de diviser même les familles et la Table ronde a proposé une commission de conciliation avec la participation de toutes les parties concernées.

Pour sa part, notre syndicat a organisé une grande conférence avec ses militants actifs, non seulement les permanents mais aussi des ouvriers d'usine. La conférence a exprimé son indignation face à l'attitude du président. Notre hostilité envers lui s'était accrue graduellement, mais la goutte qui a fait déborder le vase a été son refus de signer un amendement au code du travail visant à établir le paiement des salaires comme une priorité absolue pour les entreprises de même que sa décision de donner la priorité aux impôts en reléguant les salaires à la dernière place. Au mois de mai 1996, notre syndicat a lancé une pétition exigeant que le Soviet suprême révise cette décision. Nous avons collecté 50 000 signatures et le Soviet suprême a adopté la loi que nous voulions. Selon la constitution, le président avait dix jours pour la signer ou pour la renvoyer au Soviet. Il n'a rien fait et ainsi la loi aurait dû entrer en vigueur. Mais les responsables de l'exécutif n'étaient guidés

Le Parti du travail

Une première initiative allant dans le sens de la formation d'un parti du travail a été prise en juin 1992 par les syndicats de l'automobile et du secteur radio-électronique. Cette initiative partait de la prémisse théorique que la société est divisée en groupes sociaux qui se déterminent en fonction de leur rapport avec la propriété et la distribution de la richesse sociale. D'où la contradiction permanente entre capital et travail, qui se reflète aussi dans la sphère politique

Le Parti du travail est fondé sur les syndicats et est notamment lié à l'Association des syndicats industriels qui inclut les ouvriers des syndicats susmentionnés, en fait les plus progressistes du pays. Il se réclame des traditions et des principes sociaux-démocrates. Son programme — présenté dans le texte « Vers une société socialiste démocratique » — affirme le but de créer une société garantissant les libertés économiques et politiques et susceptible de satisfaire les besoins sociaux et culturels de toute personne. Il comporte l'acceptation de l'économie de marché comme forme d'organisation de la production sociale et attribue au parti la tâche de défendre le caractère social du développement économique. Le socialisme défendu par un tel programme n'est pas celui de l'Union soviétique et n'est pas non plus le capitalisme qui existe dans les pays d'Amérique, d'Europe et d'Asie.

Le parti compte 500 membres actifs et a distribué 5 000 cartes d'adhérent. Il a dans ses rangs huit dirigeants syndicaux. L'un d'entre eux, A. Bukhvostov, président du syndicat de l'automobile et de la construction des machines agricoles, a développé une activité législative importante en exigeant, par exemple, que le paiement des salaires soit prioritaire pour les entreprises. Le Parti du travail a collaboré avec le Parti des femmes et le Parti social-démocrate Gromada avec lesquels il a formé une Union parlementaire social-démocrate.

1) Il existe, entre autres, l'Association des Syndicats industriels, qui inclut les ouvriers de l'automobile et du secteur radio-électronique. Cette association ne constitue pas une alternative à la Fédération des syndicats, mais une structure indépendante dont les membres restent dans la Fédération.

que par les décrets de Loukachenko .

Les sondages donnaient à celui-ci environ 60 % des voix. En d'autres termes, il pouvait miser sur une victoire au référendum — vote de confiance — ou même demander que le peuple lui donne encore plus de pouvoirs. Il a été soutenu surtout par la partie la moins politisée de la population.

C'est un orateur populiste très doué, qui dit à tous ceux qui l'écoutent justement ce qu'ils veulent entendre. Il a esquissé un rapprochement démagogique avec la Russie, bien qu'Eltsine et Tchernomyrdine aient désapprouvé ouvertement sa conduite, mais en même temps il a mis l'accent sur la souveraineté de la Biélorussie, sur sa capacité à mener une politique extérieure et économique indépendante, etc. Il a joué adroitement sur la déception de la population face aux conséquences de l'économie de marché ainsi que sur la nostalgie de la sécurité économique sous le régime soviétique. De tels sentiments sont particulièrement répandus dans les zones rurales, dans les petites villes où il n'y a pas de grandes entreprises, parmi les retraités et les anciens combattants et dans certains secteurs de la classe ouvrière urbaine qui souhaitent un homme fort.

La réintroduction dans l'école de textes de l'époque soviétique a été une mesure relativement populaire. Qui plus est, les prix des produits alimentaires sont restés assez bas. Contrairement aux villes russes où les magasins sont pleins de produits d'importation, en Biélorussie on vend surtout des produits locaux, notamment du lait et de la viande. Contrairement à la Russie, la télévision fait de la publicité pour les produits du pays et non pour des produits importés. Loukachenko a promis de promulguer un ordre obligeant les magasins à vendre un certain pourcentage de produits nationaux. Par ailleurs, les travailleurs urbains n'ont pas le problème russe des salaires en retard, un problème qui pourtant est assez sérieux dans les villages. Les usines travaillent à 60 % de leur potentiel, beaucoup plus qu'en Russie. Il n'y a eu jusqu'ici que peu de licenciements dans notre secteur, surtout à cause de la résistance des syndicats, mais aussi parce que le gouvernement ne fait pas pression dans ce sens sur les administrateurs. La privatisation a été fondamentalement suspendue.

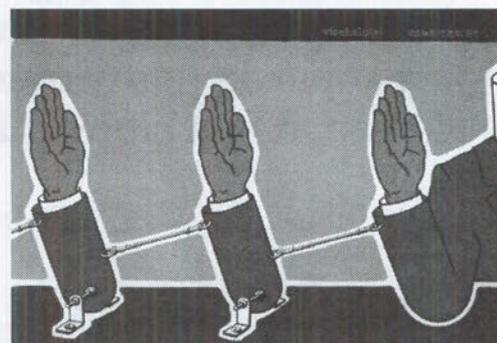
CETTE POLITIQUE S'ADRESSE à une large partie de la population qui a des penchants vers la gauche. Le FMI et la Banque mondiale n'aiment pas Loukachenko parce qu'il n'est pas en train d'appliquer une thérapie de choc. Mais son « socialisme » est démagogique. Tôt ou tard la bulle va éclater. Les droits sociaux de l'ancien système sont en train d'être rapidement rongés. En août-septembre 1995, Loukachenko a publié sept décrets qui supprimaient les normes légales concernant les salaires aux étudiants, les retraites, les pensions en faveur des invalides et des victimes de Tchernobyl et toute une série d'autres catégories. La plupart des usines, dont notre usine de tracteurs, accumulent leur production dans les magasins car il n'y a pas d'acheteurs. L'État ne fait qu'imprimer de la monnaie en alimentant l'inflation.

La plupart des Biélorusses vivent en dehors de la capitale, dans des petites villes et villages, où il est plus facile de contrôler ce qui s'est passé lors du référendum. Dans certains cas, le chef de l'administration locale a dit au collectif ou au chef d'une ferme d'état : « Si le référendum est battu dans votre ferme, vous pouvez dire adieu à votre travail. ». Cela peut être prouvé. En revanche, la majorité des membres de

notre syndicat ont fermement soutenu leur direction. En tant que dirigeant syndical et enseignant ayant eu l'occasion de parler souvent avec les ouvriers, je peux en témoigner personnellement. Cela vaut aussi pour le syndicat des travailleurs du secteur radio-électronique et d'autres syndicats industriels.

LES ÉTUDIANTS S'OPPOSENT EUX AUSSI À LOUKACHENKO et ont été très actifs dans les manifestations. En partie, ils réagissent d'un point de vue nationaliste, bien que leur nationalisme ne soit pas aussi primaire qu'en Ukraine. Il faut dire qu'ils ont de bonnes raisons. Par exemple, la Russie fait transiter gratuitement par notre territoire des quantités énormes de matériaux et de produits. Les unités militaires russes stationnées en Biélorussie ont provoqué des dégâts écologiques terribles. La Russie ne nous a jamais restitué la part de devises étrangères bloquée sous le régime soviétique et nous n'avons pas non plus reçu les fonds que le gouvernement soviétique s'était engagé à nous donner à cause du désastre de Tchernobyl. Nous avons été obligés de nous débrouiller seuls avec quelques aides de l'Occident. Il est vrai que nous devons de l'argent à la Russie pour le pétrole et le gaz que nous avons importés et dont on ne nous a pas encore exigé le remboursement. Il s'agit d'environ un milliard de dollars, une somme énorme pour nous. C'est le gain le plus important obtenu par Loukachenko.

¶ Nous voulons finalement relever une certaine analogie entre le comportement de Loukachenko et le comportement d'Eltsine qui a eu recours lui aussi à des référendums, supprimé des administrations locales et promulgué des décrets « sociaux » démagogiques pour s'assurer un soutien populaire. Loukachenko a deux budgets : celui de l'État et son propre budget personnel qui est plus important que le premier. Il n'hésite pas à faire imprimer de la monnaie, même si la loi indique que seule la Banque nationale contrôle l'émission de la monnaie. Dans les mois qui ont précédé le référendum le président a publié toute une série de décrets « sociaux » : les retraites et les salaires des étudiants ont été augmentés, les employés de la fonction publique ont eu une augmentation de 500 000 roubles tous les quatre mois, etc. Son populisme s'est accentué : il a participé personnellement à la récolte ; il a même mis sur pied sa propre commission pour éviter la corruption en matière d'admission aux universités. En réalité, pendant sa présidence, il a réalisé très peu de choses positives et beaucoup de choses négatives. Comme Eltsine, il prétend que son principal mérite réside dans le fait qu'il a évité la guerre civile. Comme Eltsine, il agit cet épouvantail dans l'éventualité d'une victoire de l'opposition.



A la recherche d'un nouveau miracle

Est-ce que la stupidité collective devrait faire partie des hypothèses fondamentales de l'analyse marxiste de la lutte des classes ? A en juger par l'initiative récemment prise par le gouvernement coréen, il faut croire que oui.

Par Terry Lawless

Séoul, février 1997

QUEL AUTRE QUALIFICATIF QUE CELUI DE STUPIDE peut-on donner à l'adoption d'un train de mesures législatives pris en sept minutes dans une session clandestine, à l'aube, qui a immédiatement déclenché la plus grave crise sociale qu'ai connu le régime de Kim Young-Sam, provoquant une désastreuse couverture médiatique internationale quelques semaines seulement après l'entrée de la Corée dans l'OCDE et menaçant de déclencher la plus grande grève générale de l'histoire du pays ? Quel autre nom pour cette initiative d'un gouvernement qui se vante de gérer au mieux les finances publiques et qui par sa maladresse désastreuse a fait perdre davantage de production pour fait de grève en trois semaines que dans la totalité de l'année antérieure ? Quel autre nom pour un gouvernement qui a réussi à cimenter la plus forte solidarité qu'on ait vu en Corée, entre la conservatrice et officielle Fédération des syndicats coréens (FKTU) et sa toujours illégale rivale la KCTU, pour un mot d'ordre officiel de grève générale ?

Peut-être cependant l'apparente stupidité ne fait que refléter les limites infranchissables que l'action politique de chaque bourgeoisie nationale rencontre dans le contexte de l'ordre mondial néo-libéral. La cause de ces « stupides » mesures est peut-être simplement l'anticipation du fait que l'adhésion à l'OCDE va provoquer une onde de choc dans toute l'économie coréenne, provoquant la faillite de nombreuses entreprises, affectant la plupart des marchés locaux et nationaux. Les mesures aberrantes qui ont été prises deviennent, dans cette perspective, des réformes inévitables si la Corée veut continuer à se maintenir sur la corde raide entre les marchés des pays riches du G7 et le défi que posent les coûts sala-

riaux beaucoup plus faibles des économies émergentes d'Asie du Sud-Est. Comme l'a dit le président Kim Young-Sam dans son message de vœux, « il fallait que quelqu'un le fasse ».

UNE SITUATION ÉCONOMIQUE QUI SE DÉGRADE

Pourtant 1996 était supposé constituer le couronnement du rêve coréen : ce rêve vieux de trente ans de l'ex-Général Président Park Chung-Hee devenait réalité, la Corée rejoignait le club des pays riches en adhérant à l'OCDE.

Dans ce processus que le Président Kim appelait l'« ajustement des comptes avec l'histoire », deux anciens présidents, Roh Tae-Woo et Chun Doo-Hwan, responsables du coup d'Etat de 1979 qui suivit l'assassinat de Park et du massacre de Kwangju en 1980, ont été jugés. Chun a même initialement été condamné à mort. Une seconde série d'élections a été organisée qui confirmait apparemment l'implantation d'un gouvernement civil démocratique, malgré les rumeurs persistantes selon lesquelles la campagne de Kim en 1992 aurait bénéficié de largesses des caisses occultes de Roh Tae-Woo. La Corée réussit même à obtenir la co-organisation des jeux olympiques de 2002 conjointement avec son vieil oppresseur impérialiste, le Japon.

Malgré cela 1996 restera comme l'année où les choses ont mal tourné. Une chute de 80 % des prix des semi-conducteurs a été le premier d'une série inattendue de coups durs, réduisant dramatiquement les profits de chaebols (trusts) comme Samsung, Hyundai et LG, entraînant des répercussions en chaîne



sur l'industrie automobile, l'acier, l'électronique et la pétrochimie. Samsung enregistrait un profit de 3 milliards de dollars en 1995, mais trois fois moins en 1996.

La sidérurgie, l'un des piliers de l'économie, rencontre de graves difficultés. Le 24/01/1997 Hanbo Iron and Steel, le second producteur d'acier coréen, était racheté par quatre banques par suite de son incapacité à rembourser 6 milliards de dollars de dettes. Les banques devront provisoirement apporter encore de l'argent pour financer la construction du cinquième plus grand complexe sidérurgique au monde, dans la province du Chungchong du Sud, bien que l'avenir à long terme de l'entreprise et à court terme des banques elles-mêmes, ne soit pas assuré. Hanbo se situait au 18^{ème} rang des principales entreprises coréennes pour le chiffre d'affaires et pourrait devenir la plus grande faillite et le plus grand scandale de corruption de l'histoire coréenne. Il semble que le fils de Kim Young-Sam soit impliqué dans

l'attribution de crédits de complaisance à une entreprise dont la solidité était douteuse. Pour corser le tout, l'OCDE a prévu récemment une surproduction d'acier au début du siècle et critique les projets ambitieux d'investissements coréens et chinois.

Le déficit commercial de 1996 a atteint 20 milliards de dollars, deux fois plus qu'en 1995. Il provient entre autres des importations de pétrole nécessaires pour soutenir une croissance de 9,8 % de la consommation d'énergie, les importations d'une vaste gamme de marchandises et

des déficits sectoriels tels celui de 657 millions de dollars avec le Japon dans le secteur

des pièces automobiles. Malgré le boom de la construction automobile le taux de faillite dans l'industrie mécanique est passé de 1,9 % en 1994 à 6,6 % en 1996 (196 faillites sur 2 985 entreprises recensées).

La faiblesse du yen japonais a rendu les produits coréens moins compétitifs et a contribué à la chute de 10 % de la monnaie coréenne, le won, par rapport au dollar. L'indice des cours en Bourse a connu une chute libre en partie à cause du retrait des investisseurs étrangers. Il a perdu un tiers de sa valeur en 1996 ! Et malgré un taux de croissance enviable de 6,8 % l'inflation devient un problème : 4,5 % pour 1997.

Le pire pour ce pays de travailleurs acharnés, est que le taux de chômage a commencé à augmenter. En novembre 1996 il n'était que de 2,2 % mais orienté à la hausse, surtout pour les jeunes diplômés qui arrivent sur le marché du travail. L'opinion dominante dans la bourgeoisie coréenne est que les entreprises devront licencier si elles veulent rester compétitives alors que la Corée ouvre certains marchés à la concurrence mondiale. Ces restructurations capitalistes seront accélérées par l'ambitieuse dérégulation du secteur financier, qui va permettre aux banques, aux compagnies d'investissement et aux assurances de sortir des limites de leur secteur à partir d'avril 1997.

L'ENTRÉE DANS L'OCDE

Le 6 décembre 1996 la Corée est devenue membre de l'OCDE. Afin d'atteindre les normes de législation sociale et de transparence requises au niveau international, le gouver-

nement Kim Young-Sam avait mis en place un comité présidentiel pour réviser le droit du travail. Les principaux changements prévus visent à affaiblir le haut niveau de sécurité de l'emploi dont bénéficiaient jusqu'alors les travailleurs coréens. Les nouvelles lois permettront de licencier plus facilement un grand nombre de salariés à l'occasion de restructurations ou de fusions d'entreprises, introduisent la notion d'horaires de travail flexibles (selon lesquels les salariés devraient être disponibles à tout moment pour atteindre un horaire moyen de 56h par semaine calculé sur un mois, ce qui supprime toute nécessité de payer des heures supplémentaires) et ouvrent la possibilité de recruter des briseurs de grèves durant un conflit.

D'autres dispositions améliorent les libertés politiques de la classe ouvrière coréenne, en alignant les droits sur ceux des pays du G7. Jusqu'alors l'article 12 de la loi sur les syndicats interdisait à ceux-ci de participer à toute activité politique. Les nouvelles mesures prévoient l'acceptation du pluralisme syndical sur le lieu de travail, le droit pour des tiers (y compris des militants politiques ou des partis) d'intervenir dans les conflits du travail et le droit des syndicats de participer à l'action politique, y compris en formant un parti des travailleurs. En outre on évoquait la possibilité d'autoriser les fonctionnaires et les enseignants à se syndiquer, ce qui n'aurait pas encore représenté des droits syndicaux complets mais constituerait un progrès.

Ces changements signifient que le gouvernement s'est résigné à admettre la légalisation du Minchu Nochong, la Confédération des syndicats de Corée (KCTU), scission de gauche de la Fédération des syndicats coréens (FKTU) en 1995. La FKTU comporte environ 1,2 millions de membres et la KCTU environ 75 000. La KCTU a su déclencher des grèves décisives dans la construction navale et l'automobile au printemps 1995 et obtenu des hausses de salaires d'environ 12 %. Les observateurs pensaient que la KCTU allait tenter de résister à celles des nouvelles dispositions qui étaient défavorables aux travailleurs, comme ses dirigeants l'avaient annoncé au cours des débats de la Commission présidentielle. Quand celle-ci termina ses travaux sans parvenir à un compromis, le Président Kim demanda qu'un projet soit rédigé pour être voté par l'Assemblée Nationale avant la fin de la session.

MANŒUVRES PARLEMENTAIRES

Durant la semaine qui a précédé la séance secrète de nuit, les deux partis d'opposition ont développé une stratégie d'obstruction à l'Assemblée, y compris en occupant les lieux et en séquestrant des élus du parti au pouvoir, le NKP (Parti de la Nouvelle Corée, du président Kim). L'opposition voulait que l'entrée dans l'OCDE soit l'objet d'un véritable débat. Après les élections d'avril 1996, le NKP avait une majorité absolue très étroite à l'Assemblée, en recourant au recrutement secret de parlementaires non alignés. Dans la semaine précédant le vote secret du 26 décembre, les Démocrates libéraux unis ont été une fois de plus spoliés par la défection de trois de leurs dirigeants au profit du NKP. La tension politique était à son comble. Les deux principaux partis d'opposition, le Congrès national pour une nouvelle politique, dirigé par Kim Dae-Jung et les Démocrates libéraux unis, dirigés par Kim Jong-Phil, un vieux compagnon du Président Park, avaient décidé de prolonger la résistance au moins jusqu'au nouvel an.

Ce fut donc une grande surprise pour les citoyens coréens de constater en se réveillant le 26 décembre que certains de leurs députés avaient voté douze textes dans un temps record, y compris une loi rétablissant l'Agence pour la sécurité nationale, la police secrète coréenne, sans avoir consulté



ni l'opposition ni la population. Les nouvelles lois sur le travail avaient aussi été adoptées, incluant toutes les dispositions anti-ouvrières mais repoussant la possibilité du pluralisme syndical — c'est-à-dire de la légalisation de la KCTU — jusqu'à l'an 2 000.

LA DYNAMIQUE DE LA VAGUE DE GREVES

La réaction de la KCTU a été immédiate. Dès que les informations ont commencé à être connues les secteurs clés sont partis en lutte. La ville industrielle d'Ulsan, dans le sud-est du pays, a été exemplaire. Ulsan possède le plus grand chantier naval du monde et la plus grande usine automobile du monde, et en tout 10 usines Hyundai y sont localisées. Le 27 décembre la ville était complètement arrêtée. Les ouvriers des trois principaux chantiers navals, de Korea Telecom et des principaux constructeurs automobiles Hyundai, Kia, Daewoo et Sangyong, ont déposé leurs outils le même jour. En même temps la FKTU organisait une manifestation de 10 000 travailleurs à Séoul.

Le samedi 28 décembre, il y avait entre 500 000 et un million de travailleurs en grève ; la FKTU appelait à l'extension pour une grève jusqu'au 31 décembre. Quatorze hôpitaux, y compris l'Hôpital universitaire de Séoul, n'assuraient plus que les urgences. De grandes villes industrielles comme Changwon, Masan, Ansan, Kwangmyong et Kwangju étaient toutes touchées. Les travailleurs du métro à Séoul et Pusan se mirent en grève, bien qu'ils sachent qu'ils seraient remplacés par des jaunes. Les taxis et les bus annoncèrent leur adhésion au mouvement le 30. Quelle que soit la manière dont on fait les comptes, il s'agissait de la plus grande grève de l'histoire du pays. Le lundi 30 décembre le gouvernement, sentant que la situation lui échappait, menaça d'arrêter vingt dirigeants syndicaux, y compris sept membres de la KCTU qui choisirent de se réfugier dans la cathédrale de Myongdong, centre de la version coréenne de la théologie de la libération. Le dernier jour de l'année les cours de la Bourse atteignirent leurs plus bas niveaux depuis quatre ans.

Kwon Young-Gil, dirigeant de la KCTU, appela alors à une interruption tactique du mouvement pour laisser la population profiter des fêtes du Nouvel an et pour donner au gouvernement le temps de réfléchir sur sa stupidité. Cependant les syndicats de la télévision et de la radio menacèrent d'entrer en action si la loi n'était pas abrogée avant le 3 janvier. Les salariés des banques annoncèrent une grève pour le 4 janvier. Il est important de souligner que certains secteurs n'ont à aucun moment interrompu leur service pour ne pas gêner le public, ainsi les cheminots et certains services publics. La construction électrique et électronique elle aussi a été peu touchée.

La grève générale reprit après le congé de deux jours. Les estimations de la KCTU parlaient de 90 000 salariés dans 44 entreprises, tandis que la KFTU annonçait 150 000 salariés de 553 syndicats. Le 6 janvier 230 000 travailleurs supplémentaires devaient se joindre au mouvement. L'action se ralentit alors, en attendant la grève générale organisée les 14 et 15 janvier. Une fois encore elle devait impliquer près d'un million de travailleurs : 250 000 de la KCTU et 750 000 de la KFTU. Mais le 10 janvier les mandats d'arrêt ont été lancés contre vingt dirigeants syndicaux, tandis que Lee Hong-Koo, le président du NKP, proposait un débat télévisé. Le KCTU a rejeté cette proposition alors que l'élan du mouvement était encore très fort.

Le 13 janvier le gouvernement avertit le TUAC (Conseil des syndicats de l'OCDE) et la Confédération internationale des syndicats libres, qui avaient assisté à des meetings, de ne pas se mêler des affaires intérieures de la Corée. Cependant

la grève générale n'était qu'un demi-succès. A Séoul le 15 janvier, les taxis et les banques fonctionnaient pour la plupart. En province la solidarité des chauffeurs de taxis était plus forte. Le 17 janvier les premières arrestations ont eu lieu, quand le gouvernement a senti quel les syndicats commençaient à perdre l'initiative. La KCTU finit par accepter la proposition d'un débat télévisé. Le 20 janvier la plupart des travailleurs avaient repris le travail, après que la KCTU ait annoncé qu'elle organiserait chaque mercredi une grève de 24 heures jusqu'à l'abrogation de la loi. Lors du vote définitif de celle-ci le 18 février, les syndicats ont menacé de relancer une grève générale.

Le 21 janvier Kim Young-Sam rencontra les deux partis d'opposition et affirma que les dispositions contestées seraient revues. Il suspendit aussi les mandats d'arrêt contre les dirigeants syndicaux et annonça la libération des cinq arrêtés. Le même jour le comité consultatif de l'OCDE annonça que la nouvelle loi coréenne ne respectait pas les normes internationales.

QUELQUES LEÇONS

L'opposition parlementaire a été timide et velléitaire et on ne peut pas attendre grand-chose de ses dirigeants. Le recul partiel du gouvernement n'a été dû qu'à l'action de la classe ouvrière. Une fois de plus ce sont les syndicats qui ont sauvé la démocratie coréenne. Le NKP est le grand perdant de cet épisode : son candidat, désigné par Kim, pourrait bien perdre l'élection présidentielle de décembre 1997, qu'il aurait probablement gagné haut-la-main sans cela.

Ces événements sont restés limités à la Corée, mais ils peuvent se reproduire ailleurs. Ils correspondent à la première tentative de l'un des tigres asiatiques pour aller jouer dans la cour des grands pays capitalistes développés. Comme l'histoire de la révision du Code du travail le montre, cela ne pourra se faire qu'aux dépens de la classe ouvrière. Mais le paradoxe est que la croissance et la concentration économiques ont aussi donné naissance à une classe ouvrière très organisée et combative, qui peut défendre avec succès ses intérêts.

Le caractère secret du vote de la loi révèle aussi l'incapacité de la direction politique coréenne de rompre avec les mauvaises habitudes du passé. La tentative de ressusciter l'ancienne police secrète, officiellement à cause de la menace nord-coréenne, montre la profonde méfiance des responsables politiques bourgeois vis-à-vis des travailleurs et étudiants coréens.

On peut gagner une bataille mais néanmoins perdre la guerre. Mais il n'est même pas évident que Kim Young-Sam ait gagné une bataille. Le renforcement de la coopération des deux confédérations syndicales est un résultat très positif de la maladroite offensive bourgeoise. La bourgeoisie coréenne est à la recherche d'un nouveau miracle. Il y a beaucoup de nouveaux prétendants — Indonésie, Chine, Malaisie — qui pourraient bien empêcher ce miracle. La tentative de s'échapper du carcan national pour rechercher l'investissement et les profits à l'étranger pourrait bien faire surgir des problèmes bien connus ailleurs, comme le chômage de masse et les faillites en série, particulièrement si un ralentissement généralisé de l'économie mondiale se produisait. Des difficultés similaires pourraient guetter les bourgeoisies de Singapour et de Taiwan si elles cherchaient à s'embarquer dans la même direction.

★

Halte à l'intervention impérialiste au Rwanda et au Zaïre

Résolution adoptée par le Comité exécutif international de la IV^{ème} Internationale.

30 janvier 1997

1- Le génocide dont un million de Tutsis du Rwanda ont été victimes en 1994 doit être sanctionné sur le plan international en tant que crime contre l'humanité. Ce génocide a été préparé et exécuté par le régime dictatorial du général Habyarimana qui a également éliminé des milliers d'opposants hutus.

2- Les génocidaires doivent être jugés au Rwanda.

3- Les milices interhamwe et les restes de l'Armée rwandaise responsables du génocide présents au Zaïre doivent être désarmés et traduits devant la justice rwandaise.

4- Le système néo-colonial de domination impérialiste, fondé sur des liens inextricables entre les régimes dictatoriaux africains et les intérêts économiques et politiques des gouvernements européens, a entraîné ces derniers à couvrir la dérive criminelle du régime d'Habyarimana.

Des gouvernements européens se sont de fait conduits en complices du génocide. Le gouvernement français en particulier a armé, conseillé, financé les génocidaires. Il les a protégés une fois leurs crimes commis. Le gouvernement belge a soutenu le régime Habyarimana jusqu'à la veille du génocide. Des entreprises multinationales ont armé et financé les génocidaires en toute connaissance de cause.

Elles ont continué à le faire après que l'ONU ait décrété un embargo sur les armes le 11 mai 1994. Elles ont apporté leur soutien aux génocidaires qui s'étaient repliés au Zaïre à partir de juillet 1994.

Sous couvert d'aide humanitaire, l'Opération turquoise, réalisée fin juin et début juillet 1994 par l'armée française, visait en réalité à protéger l'armée génocidaire face à

l'ultime offensive du FPR. C'est l'armée française qui a installé les restes de l'armée rwandaise et des milices interhamwe au Zaïre, transformant en otages des centaines de milliers de réfugiés rwandais ayant fui au Zaïre. Leur objectif était de préparer avec l'aide de Mobutu une invasion du Rwanda par les génocidaires.

5- La dette extérieure du Rwanda (1 milliard de US\$) est particulièrement odieuse. Elle a été contractée par un régime génocidaire qui a utilisé les prêts pour acheter des armes et multiplier par huit ses forces armées entre 1990 et 1994. Ce n'est pas aux victimes de rembourser les armes qui ont servi à perpétrer le génocide. Cette dette doit être annulée.

6- Un vaste programme de réparations et de reconstruction du Rwanda est indispensable. Il doit être à la charge de la BM, du FMI et des gouvernements impérialistes complices du génocide. Ce programme de réparations doit être entièrement à la charge de ces institutions et gouvernements. Il s'agit là d'un paiement de dommages et intérêts.

7- Le rôle des femmes, qui après le génocide constituent plus des deux tiers de la population et assument souvent seules la responsabilité des familles, est décisif pour la reconstruction. Nous soutenons toutes les associations de femmes rwandaises qui luttent pour que la femme dispose de l'égalité des droits économiques et politiques nécessaires pour contribuer, en toute indépendance, à la reconstruction du pays.

8- Nous exigeons l'arrêt du Programme d'ajustement structurel imposé par la BM et le FMI au Rwanda. Ce programme constitue un obstacle à la reconstruction du Rwanda et

augmente sa dépendance à l'égard des pays impérialistes.

9- Les avoirs détenus à l'étranger par la famille du dictateur Habyarimana et ses proches (l'AKAZU) doivent être expropriés et rétrocédés aux autorités rwandaises.

10- Nous exigeons l'extradition vers le Rwanda des présumés génocidaires résidant à l'étranger.

11- Nous rejetons toute intervention militaire impérialiste dans la région. Pas d'armes, pas de militaires, pas de mercenaires pour Mobutu !

12- A bas la dictature de Mobutu ! Expropriation des avoirs détenus à l'étranger par Mobutu et les dignitaires de son régime. Rétrocession de ces avoirs au peuple zaïrois spolié depuis plus de trente ans par le régime mobutiste.

13- Solidarité avec l'opposition antimobutiste et anti-impérialiste dans sa lutte pour mettre fin à la dictature.

14- Pour la défaite des troupes mobutistes aidées par les mercenaires dans leur tentative de reconquête du Kivu.

15- Refus de visas pour Mobutu, son clan familial, les dignitaires de son régime et les chefs de son armée assassine.

CEI de la IV^{ème} Internationale.

★

La fin du mobutisme ?

La contre-offensive « foudroyante » de l'armée zairoise a non seulement été enrayée, mais les rebelles de l'Alliance des forces démocratiques du Congo/Zaire reprennent leur progression. Malgré l'aide française, malgré les mercenaires, la décomposition du régime de Mobutu entraîne celle de son armée. Pour expliquer son incapacité dans la reconquête, l'état-major des FAZ prétend que le Zaire est victime d'une « invasion » des armées ougandaise et rwandaise.

Par Alain Mathieu

Le régime de Museveni en Ouganda est montré du doigt ; c'est en effet un adversaire acharné des dictatures zairoise et soudanaise soutenues par la France. Même s'il bénéficie de la bienveillance des USA, il a sa propre autonomie et entend jouer un rôle important dans la région. Issu du courant maoïste dans les années 70, Museveni a réussi, à partir d'une guérilla dans laquelle ont combattu nombre de dirigeants actuels du Rwanda alors qu'ils étaient réfugiés en Ouganda, à renverser les régimes de la dictature d'Amin Dada et de son successeur Obote. L'ancien maquisard respecte désormais l'économie de marché et a réussi à faire de son pays un de ceux qui, en Afrique, connaissent la plus forte croissance économique (6,5 % de hausse du PIB en 1996) et attirent les investisseurs. Il a largement remporté les élections organisées en mai 1996 en Ouganda. S'il apporte une aide au Rwanda, par contre c'est un farouche partisan du boycott du régime burundais ; depuis le coup d'état de cet été au Burundi, il respecte, comme le Rwanda, l'embargo décidé par les pays de la région à l'encontre du Burundi tant que le régime de P. Buyoya se refuse à une solution politique négociée avec l'opposition hutue. Le Zaire et le Soudan entretiennent aux frontières de l'Ouganda des guérillas multipliant les attaques meurtrières surtout contre les populations civiles. L'Ouganda a aidé la rébellion zairoise, en conseillers militaires, en armement ; les rebelles dispo-



Désiré Kabila

sent visiblement de missiles sol-air, bien utiles face au monopole aérien des FAZ et des mercenaires. L'armée ougandaise a aussi effectué quelques opérations au nord du Zaire, pour démanteler les bases d'une guérilla d'anciens partisans d'Amin Dada entretenue par Mobutu. L'Ouganda a proposé que des observateurs internationaux soient postés à sa frontière avec le Zaire pour s'assurer que l'armée ougandaise reste dans ses frontières.

En tout cas, il y a bien d'autres raisons que la thèse de l'« invasion » ougandaise pour expliquer les succès militaires de l'Alliance à l'Est du Zaire et ce sont bien des Zairois qui composent les troupes de la rébellion et contrôlent une zone de 1000 kms de long, jusqu'au Katanga, entre Kalemie et Moba, base du PRP de Kabila depuis des années :

► la décomposition de l'armée de Mobutu, mal payée, dirigée par des chefs corrompus et des mercenaires blancs qui, eux, sont payés à prix d'or, atteint un tel point qu'ils ne résistent pas au combat et pratiquent plus volontiers le pillage et la fuite. Les seuls qui combattent vraiment sont les ex-FAR et milices de l'ancien régime rwandais. Les populations doivent fuir devant des milliers de ceux qu'ils appellent les « déFAZes », pillant tout sur leur passage, à commencer par le matériel des ONG humanitaires. Beaucoup de militaires zai-

rois ont déserté pour rejoindre la rébellion : selon celle-ci, 3 800 hommes ont changé de camp et avec eux des dizaines d'officiers. On trouve aussi des officiers qui, en 1993, avaient dirigé la mutinerie à Kinshasa contre Mobutu, révolte matée par l'armée française ; ces régiments rebelles, dirigés par les meilleurs officiers zaïrois, avaient été dissous par Mobutu et les officiers mis à pied. Plusieurs ont repris du service dans les rangs de la rébellion ;

► dans les zones libérées par les rebelles, le soutien populaire à la résistance est réel, même si la population a craint dans un premier temps une contre-offensive de Mobutu qui aurait signifié un massacre de masse de tout ceux qui auraient affiché de la sympathie pour les rebelles. La vie revient à la normale, ce qui en soit déjà constitue un changement radical avec la situation d'avant, où l'armée et la police zaïroise faisaient régner corruption, terreur, racket, à l'encontre de la population. Sur le terrain, l'Alliance veut montrer qu'elle rompt avec 30 ans de népotisme. Elle remet en marche administration, écoles, hôpitaux, (mais sans l'« aide humanitaire » qui ne vient pas dans les zones non contrôlées par Mobutu...), elle appelle les investisseurs à revenir discuter, notamment des concessions des mines d'or que les rebelles contrôlent désormais. L'Alliance a réaffirmé ses objectifs politiques nationaux : aboutir à la capitulation du Mobutisme, en combinant une défaite de l'armée de Mobutu dans l'Est et des mobilisations populaires dans le reste du pays et permettre, après le départ de Mobutu, des élections générales et l'engagement d'un processus démocratique. Objectif politique qui rassure ceux qui craignent une « partition » du pays au profit d'États voisins et permet le recrutement et la formation de milliers de jeunes combattants dans les territoires libérés, au fur et à mesure de l'avancée de la rébellion ;

► la crise sociale et politique s'étend dans tous le pays ; le 10 février, Kinshasa a été paralysé par une grève générale très suivie. Une nouvelle journée de mobilisation nationale s'est tenue le dimanche 16. De retour, Mobutu voulait réaliser « l'union sacrée » pour reconquérir le Kivu « envahi par l'étranger » ; deux mois après, son armée est en déroute et la population vit de plus en plus mal une situation économique déjà catastrophique. Les nouveaux billets mis en circulation depuis son retour (des coupures allant de 100 000 à 1 million de « nouveaux » zaïres), sont refusés par les commerçants de Kinshasa et la population qui les a baptisés « billets prostate », en référence à la maladie de Mobutu. Dans ce pays rongé par une inflation de 700 %, on se demande comment réagiront les soldats des FAZ sur le front de l'Est quand on paiera leur maigre solde avec ces nouveaux billets, alors que les mercenaires sont payés en dollars. Dans la protestation populaire, se développe une volonté radicale d'en finir avec le Mobutisme, tandis que l'opposition officielle semble réserver ses coups au seul premier ministre jugé responsable de l'échec militaire à l'Est. L'UDPS d'E.Tsishekedi voudrait se présenter comme solution de rechange mais dans le cadre du système mobutiste. Cependant en réclamant une négociation avec les rebelles et Kabila « fils du pays », des élections démocratiques et la fin des « billets prostate » elle accélère la protestation populaire qui hâte la fin de Mobutu.

Reste à savoir ce que feront les puissances impérialistes, à commencer par la France qui a beaucoup à perdre et les USA, qui craignent un après-Mobutu chaotique et non

Justice pour le Rwanda !

La nécessité d'exiger des institutions internationales et des gouvernements impérialistes un vaste plan de réparation et de reconstruction du Rwanda est de plus en plus urgente.

Avec le million de réfugiés hutus revenus au Rwanda, sont rentrés aussi des miliciens impliqués dans le génocide et qui se réorganisent pour mener des opérations de déstabilisation au Nord du Rwanda, dans la région qui était le fief du clan du dictateur Habyarimana. Leur objectif est de terroriser les ONG et les observateurs pour obtenir leur départ, mais aussi de « finir le travail » en continuant à tuer les Tutsis et les témoins du génocide de 1994. En 1996, ce sont 227 survivants témoins du génocide qui ont été liquidés et dans la région, 2000 Tutsis rescapés du génocide ont dû quitter les campagnes pour se réfugier en ville devant les menaces qui pesaient sur eux. En janvier, un groupe de miliciens hutus a arrêté un minibus, séparé les Hutus des Tutsis et assassiné 15 de ces derniers. Trois médecins espagnols de Médecins du Monde ont été tués à Ruhengeri (Nord Ouest) ; un prêtre y a été tué pendant la messe par ceux à qui ne plaît pas « *ce que fait l'Église pour la réconciliation et la tolérance, pour que le Rwanda ait la chance de reprendre une vie normale et de travailler avec la communauté internationale* », selon le diocèse. Des médecins de MSF Belgique, des observateurs de l'ONU ont été attaqués. Quatre observateurs de l'ONU ont été tués. La réaction des ONG, HCR, ONU est curieuse face à ces crimes dont les auteurs ne font pas de doute ; les ONG se replient sur Kigali et menacent de quitter le Rwanda, alors qu'elles sont bien présentes dans les zones de guerre au Zaïre, du côté de Mobutu et des mercenaires. L'ONU et le HCR trouvent qu'il n'est pas nécessaire de maintenir des observateurs au Rwanda, après y avoir réclamé pendant deux ans une présence de l'ONU. Comme si, après avoir nourri et protégé pendant deux ans les génocidaires dans les camps du Zaïre, certains voulaient les laisser agir maintenant au Rwanda.

Mais ce n'est pas l'avis de toutes les ONG, notamment de l'Oxfam et de MSF, qui se sont adressées au Conseil de Sécurité pour poursuivre leurs activités et qui soulignent : « l'action humanitaire n'est pas un substitut aux solutions politiques et économiques ».

★

contrôlé. Les USA ont mis en garde l'Ouganda et le Rwanda dans leur aide à la rébellion, ils ont, avec l'ONU, réclamé un cessez le feu (maintenant que la rébellion prend l'avantage...). La solution sur laquelle semblent se mettre d'accord Français, Belges, USA et ONU, sachant qu'une reconquête de l'Est par l'armée zaïroise semble impossible, serait de bloquer la situation militaire et d'obtenir qu'un « sommet africain » contraigne l'Alliance de Kabila à négocier une solution qui reste dans le cadre du Mobutisme, en attendant des élections. Une telle solution n'aboutirait qu'à prolonger la vie de la dictature et les souffrances du peuple zaïrois.

La solidarité internationale doit s'affirmer avec l'opposition et la rébellion zaïroise, pour empêcher qu'une fois encore, l'impérialisme ne sauve la mise à une des pires dictatures africaines.

MERCENAIRES ET SOLDATS, LA FRANCE DE CHIRAC TOTALEMENT IMPLIQUÉE

La France est totalement derrière la dictature de Mobutu : elle héberge le dictateur, lui donne les moyens de faire des allées et venues entre Zaïre, France, Maroc où Hassan II est prêt à lui octroyer une aide militaire. La France fournit des armes au Zaïre, malgré l'embargo sur les ventes d'armes à ce pays. Ses conseillers encadrent son armée, et lui fournissent des hommes. La revue *le nouvel Afrique Asie* confirme l'engagement de hauts responsables français dans le recrutement de mercenaires pour Mobutu : l'opération, baptisée « Léopard », a été préparée par Pasqua, Wibaux, les réseaux Foccart, tout ce beau monde installé avec le quartier général de l'Élysée où le vice-amiral Delaunay, chef d'État Major particulier de Chirac, centralise l'opération. Les mercenaires recrutés proviendraient des réseaux français de P. Barril, Bob Denard, R. Montoya (en liaison avec un groupe d'Executive Outcomes, composé d'anciens de l'armée de l'apartheid sud-africain et qui a recruté des milliers de membres de l'Unita de Savimbi). Ils sont dirigés par un mercenaire belge, Tavernier. Selon *Billet d'Afrique*, celui-ci ne serait qu'une couverture, la troupe mercenaire est composée à 80 % par des Français et on y trouve toute la racaille disponible pour ce genre d'opérations, y compris des Serbes et des Croates qui se sont fait la main il y a peu dans l'épuration ethnique en Bosnie... Selon l'ex-colonel Yamba, ancien officier des troupes mobutistes dans les années 80 : « *Ceux que vous appelez "mercenaires" sont en réalité 500 Français des troupes d'élite venus de Bangui, des "Commandos recherche et action en profondeur (CRAP)* ». Les 2 000 soldats français en Centrafrique ne sont en effet qu'à une portée d'hélicoptère du théâtre des opérations. Le *Jérusalem Post* révèle que la Chine (populaire) et Israël fournissent des « coopérants militaires » aux FAZ. Quarante experts militaires fraîchement libérés de Tsahal sont arrivés pour encadrer des unités zaïroises. L'armée marocaine a prêté ses avions qu'on a vite repeints aux couleurs zaïroises, tout comme les MIG 24 russes, pilotés par des Russes, qui bombardent au côté d'appareils de fabrication française les positions des rebelles et les populations environnantes.

Aux dernières nouvelles, 280 mercenaires blancs seraient encerclés depuis deux semaines dans la ville de Watsa dans le Haut Zaïre et compteraient dans leurs rangs des morts et des blessés. D'autres sources indiquent qu'ils auraient plié bagages.

Si cette armada cosmopolite retarde l'avance rebelle, elle reste impuissante face à la décomposition du régime et de l'armée zaïroise. A moins d'un engagement plus important de l'armée française, qui n'est pas à exclure, la « reconquête » paraît très difficile. Ils ont donc choisi la dernière option militaire qui restait : bombarder les localités des zones libérées pour terroriser la population et affaiblir le soutien de la rébellion. Le 18 février, l'aviation mercenaire a effectué une série de bombardement notamment sur la ville de Bukavu, cherchant directement à atteindre L. Kabila qui s'y trouvait. Le gouvernement zaïrois a appelé la population sous contrôle des rebelles à quitter la zone car, dit-elle, les bombardements vont se poursuivre.

L'HUMANITAIRE, ARME POLITIQUE

Quand la contre-offensive militaire s'est avérée impuissante, on a ressorti les « humanitaires », à commencer par Emma Bonino, la commissaire européenne aux réfugiés. Elle a tenté de convaincre à nouveau l'ONU de la nécessité d'une intervention militaire, soit disant pour sauver les réfugiés, en fait pour sauver, encore, Mobutu. Mais il s'avère que les obstacles à l'aide aux 150 000 réfugiés rwandais, burundais, et déplacés zaïrois, viennent d'abord de l'armée zaïroise. Elle a interdit les vols autres que militaires pour les besoins de ses opérations de guerre. Et nombre d'ONG ont dû quitter les camps face au déferlement de soldats des FAZ en déroute qui pillent avant tout l'aide humanitaire et le matériel des ONG et rançonnent les réfugiés. Dans les camps de réfugiés rwandais de Tingi Tingi, une délégation de Médecins du Monde a fait état de la reconstitution de l'encadrement des réfugiés par les milices et ex-FAR génocidaires regroupés par communes d'origine, avec les anciens responsables qui reprennent leur fonction. La délégation de MDM a été frappée par le contraste entre l'état physique des femmes et enfants réfugiés affectés par la marche et la malnutrition et celui des jeunes hommes bien nourris, prêts à combattre avec l'armée zaïroise et les ex-FAR. En fait l'histoire recommence, comme dans les camps à la frontière rwandaise de 1994 à 1996 ; plus d'un pays et d'une ONG ne veulent plus servir à la reconstitution de l'encadrement militaire et idéologique des camps par les responsables du génocide rwandais. Le secrétaire de l'ONU, Kofi Annan, a dû mettre en garde contre la militarisation du camp par les ex-FAR et les FAZ, qui veulent s'en servir comme bouclier durant l'avance rebelle sur Kisangani. Des munitions sont stockées au milieu du camp, l'armée zaïroise détourne le kérosène des avions de l'aide humanitaire pour alimenter les raids aériens des mercenaires ... Pendant ce temps, les mêmes officines humanitaires présentes au Zaïre ne donnent rien pour le million de réfugiés rentrés au Rwanda, ou pour les populations de l'Est du Zaïre contrôlé par la rébellion.



Nouvelles du Monde

Journée CADTM du 25 janvier 1997

Contre le néolibéralisme,
pour l'humanité

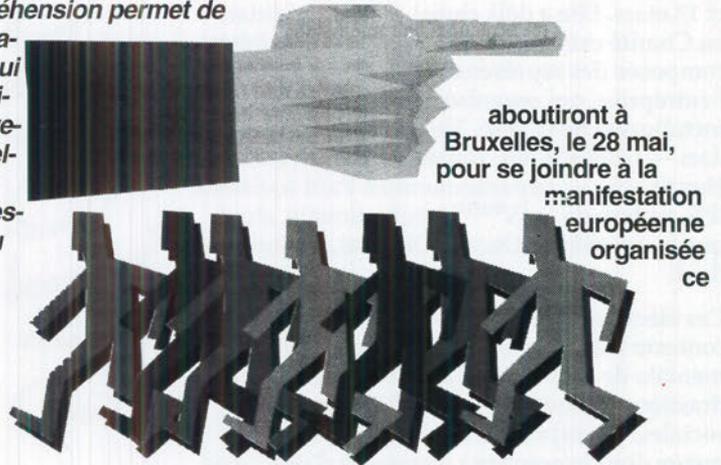
Le capitalisme néo-libéral, actuellement dominant, ravage non seulement les contrées du Sud de la planète, mais également les pays dits « développés ». Au Nord comme au Sud, ce sont les mêmes logiques et mécaniques d'appauvrissement qui frappent les femmes, les jeunes, les enfants et les travailleurs, permettant ainsi à une minorité d'accumuler sans trêve des richesses incalculables. C'est ce raisonnement que le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM), à travers de multiples débats qui ont eu lieu tout au long de la journée du 25 janvier, a voulu mettre en avant. Près de 700 personnes sont venues assister aux « onze heures contre le néolibéralisme et pour l'humanité », organisées par le CADTM en collaboration avec plus de 30 organisations syndicales, associatives, politiques et internationalistes.

Parmi les orateurs et les oratrices, on notait la présence d'Albert Jacquard (généticien, auteur de *J'accuse le néolibéralisme*), Riccardo Petrella (professeur à l'Université catholique de Louvain), plusieurs syndicalistes de combat (Claude Dufresne, FGTB-VW Forest, P. Grignard et A. Cocciolo, Caterpillar, Albert Faust, SETCa-Bruxelles, etc.), des économistes (Joaõ Machado, membre du PT au Brésil), Michel Husson (auteur de *Misère du capital*, France), Pedro Montes (État espagnol), des militantes de mouvements sociaux du Sud (Binta Sarr, Sénégal) et Nellys Palomo (Mexique). Les invités provenaient de 22 pays.

Trois grands thèmes ont été à l'ordre du jour : le travail, la dette et les résistances.

Un des moments forts a été la synthèse des débats de la journée effectuée par Ricardo Petrella qui insista sur : « l'importance de comprendre la stratégie des dominants

car cette compréhension permet de dégager des stratégies de lutte qui doivent impérativement être développées à l'échelle mondiale car les actions nécessaires au niveau national sont insuffisantes »



aboutiront à
Bruxelles, le 28 mai,
pour se joindre à la
manifestation
européenne
organisée
ce

Marche européenne contre le chômage

D'avril à juin, de
Sarajevo à Belfast,
chômeurs et salariés
marcheront contre le
chômage et la précarité

Extrait du Soir, Bruxelles 24
février 1997

Pendant le week-end du 22-23, les auditoires de l'Université libre de Bruxelles (ULB), avaient retrouvé une allure joyeusement soixante-huitarde, oscillant entre assemblée libre et rassemblement du Larzac. Des dockers de Liverpool y côtoyaient des féministes, des sans-logis flanqués de leurs chiens bergers écoutaient le sénateur écologiste Pierre Jonckheer, des jeunes banlieusards frayaient avec des syndicalistes chevronnés. Rassemblant 600 personnes issues de 15 pays, le tohu-bohu des assises de Bruxelles préparait les « Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion ».

Cette manifestation au long cours prendra le départ le 14 avril de Sarajevo et de Tanger, pour ouvrir l'Europe vers le Sud et vers l'Est. Elle sillonnera toute l'Union, les marcheurs internationaux étant escortés de sympathisants, au gré des localités traversées. Trois des marches

jour-là, par les syndicalistes. Fusionnée avec les cortèges allemand, scandinave et britannique, la troupe convergera vers Amsterdam pour manifester, le 14 juin, lors du sommet européen, point d'orgue de la randonnée.

La marche contre le chômage n'accueillera pas dans ses rangs que des chômeurs. L'invitation est lancée aux salariés, aux retraités, aux jeunes, aux agriculteurs.

Accueillant des participants aux assises, Mateo Alaluf, sociologue du travail à l'ULB, leur a dit : « En Europe, il y a 20 millions de chômeurs et 50 millions de personnes vivant dans la précarité. L'Union européenne est en train de devenir un cauchemar. Les mesures prises dans les différents pays se ressemblent toutes : stages, parcours d'insertion, dispositifs pour faire "bouger" le chômeur. On ferme les yeux sur les effets pervers de ces mesures, qui déstabilisent le système d'indemnisation. »

Le 23 février, à l'ULB, les futurs participants se sont déjà mis d'accord sur la nécessité urgente d'une réduction du temps de travail massive, à mener simultanément à l'échelle européenne et dans chaque pays, sur la nécessité d'étendre le droit d'asile au-delà de la convention de Genève, sur la priorité à accorder aux droits des femmes, forcées au temps partiel ou renvoyées à la maison.

Secrétariat européen : 104, rue des Couronnes, 75 020 Paris. Fax : (33 1) 44 62 63 45.

Suède

Elections chez Volvo à Göteborg

L'opposition syndicale chez Volvo à Göteborg, où le syndicat compte 10 000 membres, a décidé de se présenter aux élections d'entreprise des 12 et 13 mars. Elle a déjà choisi quatre candidats au Comité exécutif et 98 candidats à l'instance composée des représentants de l'ensemble de l'entreprise, qui organise tous les ouvriers de la métallurgie de la ville. Trois des quatre candidats — Göte Kilden, Tomas Johansson et Lars Henriksson — appartiennent au Parti socialiste (PS, section de la IV^{ème} Internationale, alors que le quatrième, Dennis Ohlsson, est indépendant.

Ces élections syndicales se déroulent dans un contexte marqué par une politique gouvernementale de baisse de salaires et de réduction drastique de toute une série de garanties sociales, y compris les indemnités aux chômeurs dont le nombre a augmenté d'une façon spectaculaire. D'autres mesures qui pourront provoquer 60 000 licenciements additionnels, sont annoncées pour la mi-mars. La social-démocratie, qui est de nouveau au gouvernement depuis octobre 1994, doit faire face à des protestations massives pour la première fois depuis les années 30. Des sondages réalisés l'année passée ont indiqué que les Suédois sont les plus mécontents parmi les citoyens des pays de l'Union européenne : en fait, 70 % des ouvriers syndiqués ont voté contre l'adhésion à l'Europe de Maastricht.

Début février de l'année en cours, l'hebdomadaire du Parti socialiste, *Internationalen*, a révélé que, lors d'une réunion de la direction de Volvo, le président social-démocrate du syndicat de l'entreprise, Olle Ludvigsson, avait voté pour donner à cinq dirigeants de la société l'équivalent de 300 millions de couronnes à titre de bons et de pensions. Olle Ludvigsson lui-même gagne, en tant que permanent, deux fois plus qu'un salaire ouvrier moyen. Les campagnes menées par le Parti socialiste lui ont permis de gagner une influence certaine chez les travailleurs de la métallurgie. Par exemple, à l'Usine Volvo de Umea, dans le nord du pays, l'un de nos camarades a été élu délégué à la conférence d'avril du syndicat des métallos et deux ont été élus délégués suppléants. Un membre du parti a été élu pour la même conférence chez Scaniaplant à Falun, dans le centre du pays : c'est la première fois que cela se passe dans cette ville.

L'opposition a des problèmes organisationnels et financiers très sérieux pour mener sa campagne, alors que la majorité social-démocrate peut compter sur l'activité de 60 permanents et 200 semi-permanents. Tous ces gens peuvent se mobiliser pendant le temps de travail et, de sur-

croît, sont très motivés dans la mesure où ils craignent d'être renvoyés à la production en cas de victoire de l'opposition.

Peter Lindgren

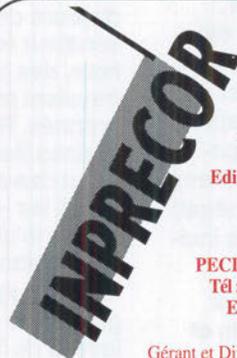
Mexique

Les nôtres

La disparition de Luciano Galicia
Nous avons appris avec retard que le camarade Luciano Galicia est mort le 17 janvier 1997 à Mexico.

Né en 1915 au Mexique, Luciano avait fréquenté à partir de 1931 l'Institut pédagogique. Il s'était engagé très jeune dans l'activité révolutionnaire en faisant partie des Jeunesses communistes et ensuite du Parti communiste ainsi que du Secours rouge. En contact presque dès le début avec l'Opposition de gauche internationale, il adhéra en mars 1934 à la section mexicaine de cette opposition. Pendant l'exil de Léon Trotsky au Mexique, il participa à de multiples discussions avec lui de même qu'avec des organisations se réclamant du trotskysme dans son pays (dans les années 70 avec le Parti révolutionnaire des travailleurs-PRT). Il fut membre pendant toute sa vie du Syndicat des travailleurs de l'électricité et lutta d'une manière conséquente pour l'indépendance du mouvement ouvrier, notamment tout au long de la grève historique des cheminots à la fin des années 50. Comme l'a réaffirmé à juste titre un communiqué du PRT, Luciano Galicia fut un militant exemplaire et conséquent du mouvement ouvrier mexicain. ★

Nouvelles du Monde



Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

*
Éditée par PECCI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562

*
Rédaction — Administration :
PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France
Tél : (33-1) 43 79 29 60 Fax : (33-1) 43 79 29 61
E-Mail : 100641.2324@compuserve.com

*
Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski
C.P. n° 59117. ISSN 1 0294 - 8516

*
Imprimé par Rotographie 2, Rue R.Lenoir, 93100 Montreuil

*
Diffusé dans les librairies par DIF'POP* SARL,
21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.